



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 LaurierSt./ 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Infrastructure Maintenance and Solution Services
Division (FK)
L'Esplanade Laurier,
East Tower 4th Floor
L'Esplanade Laurier,
Tour est 4e étage
140 O'Connor, Street
Ottawa
Ontario
K1A 0R5

Title - Sujet Services d'entretien	
Solicitation No. - N° de l'invitation W3707-21ES01/A	Date 2019-12-19
Client Reference No. - N° de référence du client HAVES01	Amendment No. - N° modif. 001
File No. - N° de dossier fk312.W3707-21ES01	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FK-312-78099	
Date of Original Request for Standing Offer 2019-11-27	
Date de la demande de l'offre à commandes originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-01-09	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Assi, Amanda	Buyer Id - Id de l'acheteur fk312
Telephone No. - N° de téléphone (613) 297-1146 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Cette modification 001 est pour répondre aux questions des offrants, pour remplacer des sections dans la Demande d'offres à commandes, les présentations de la conférence des offrants, pour mettre à jour le LTU, remplacer l'ÉDT du W3707-21ES01 et d'incorporer les cartes du site pour ESQUIMALT.

QUESTIONS :

Question 1 :

Comme la formule de soumission comprend l'électricité, la plomberie et le chauffage, je me demande s'il est possible de faire une soumission sur la plomberie seulement. Sinon, l'électricité, la plomberie et le chauffage sont-ils combinés en une seule offre à commandes?

Réponse 1 :

La soumission doit toucher tous les métiers liés à notre besoin. Si une soumission ne comprend pas tous les métiers requis, elle sera non recevable. Il n'est pas nécessaire de s'inscrire en tant que fournisseur pour faire une soumission.

Question 2 :

Maintenant que vous avez regroupé les revêtements de sol avec tous ces autres éléments (menuiserie, peinture, aménagement paysager, etc.), Je ne peux pas faire une soumission. Existe-t-il un moyen pour nous d'obtenir une liste des entrepreneurs généraux qui ont retiré les documents d'appel d'offres pour que nous puissions les contacter directement?

Réponse 2 :

Le Canada n'a pas accès à cette liste.

Question 3 :

Pouvons-nous nous procurer une liste de sous-traitants et d'entrepreneurs préapprouvés?

Réponse 3 :

SPAC ne possède pas de liste de sous-traitants ou d'entrepreneurs approuvés.

Les entreprises ont la possibilité d'exprimer elles-mêmes l'intérêt qu'elles ont à l'égard d'un avis d'appel d'offres particulier, au moyen de la Liste des fournisseurs intéressés (LFI) affichée sur la page d'avis d'appel d'offres du site Achatsetventes.gc.ca.

Question 4 :

Un entrepreneur secondaire avec allocation pour travaux de 0 % sera-t-il en disponibilité pour Services d'urgence après les heures normales (SUAHN)? Comment cela fonctionne-t-il?

Réponse 4 :

L'offrants (l'entrepreneur) secondaire ne sera pas appelé pour les services d'urgence après les heures normales. Ceci est la responsabilité du premier offrant (entrepreneur).

Question 5 :

Une réunion aura-t-elle lieu au début? Ou recevrons-nous simplement une commande de travail par télécopieur?

Réponse 5 :

L'entrepreneur est tenu d'assister à une réunion unique préalable à l'exécution des travaux avant de commencer tout travail dans le cadre de l'offre à commandes.

Une fois que la réunion préalable à l'exécution des travaux aura eu lieu et que l'offre à commandes aura débuté, les commandes subséquentes seront transmises au besoin, et ce, sans préavis. Les commandes subséquentes peuvent être transmises à l'entrepreneur électroniquement, en personne, par télécopieur ou par un autre moyen qui a été convenu entre l'autorité technique et l'entrepreneur durant la réunion préalable à l'exécution des travaux.

Question 6 :

Y aura-t-il une liste de soumissionnaires participants?

Réponse 6 :

La liste des soumissionnaires participants ne sera pas fournie.

Les entreprises ont la possibilité d'exprimer elles-mêmes l'intérêt qu'elles ont à l'égard d'un avis d'appel d'offres particulier, au moyen de la Liste des fournisseurs intéressés (LFI) affichée sur la page d'avis d'appel d'offres du site Achatsetventes.gc.ca.

Question 7 :

Y aura-t-il une liste de fournisseurs approuvés?

Réponse 7 :

Nous ne disposons pas de la liste de fournisseurs approuvés. L'appel d'offres est ouvert à tous les fournisseurs.

Les entreprises ont la possibilité d'exprimer elles-mêmes l'intérêt qu'elles ont à l'égard d'un avis d'appel d'offres particulier, au moyen de la Liste des fournisseurs intéressés (LFI) affichée sur la page d'avis d'appel d'offres du site Achatsetventes.gc.

LTU:

Supprimer Appendice 5 et **Remplacer** par la nouvelle pièce jointe MOD SUR – LTU .

EDT – W3707-21ES01 :

Supprimer EDT et **Remplacer** par le nouveau document joint.

Demande d'offres à commandes (en français seulement)

1- **Effacez la Section 8.8.1.5 et la remplacer par:**

Si SPAC ou l'entrepreneur ne sont pas d'accord avec l'arbitre proposé par Construction de défense Canada, SPAC demandera alors à l'institut d'arbitrage provincial de nommer un arbitre indépendant qualifié adéquat. Une détermination dans une telle situation d'arbitrage sera définitive et aura force exécutoire pour SPAC et l'entrepreneur. Tous les coûts liés au processus d'arbitrage, à l'exception de ceux engendrés par SPAC et l'entrepreneur en leur propre nom, seront assumés de manière égale entre SPAC et l'entrepreneur.

2- **Effacez la Section 8.3.2 "Inspection et acceptation" et la remplacer par:**

Le chargé de projet est le responsable de l'inspection. Tous les rapports, éléments livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat peuvent être inspectés par le responsable de l'inspection ou son représentant. Si un rapport, un document, un bien ou un service n'est pas conforme aux exigences de l'énoncé des travaux et à la satisfaction du responsable de l'inspection tel que présenté, le responsable de l'inspection aura le droit de le refuser ou d'en exiger la correction au frais de l'entrepreneur avant de recommander le paiement.

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS



Demande d'offre à commandes pour entretien correctif à l'ALFC

Décembre 2019



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes



National
Défense

Défense
nationale

Canada

Agence de logement des Forces canadiennes (ALFC) – MANDAT



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

L'ALFC mène le programme de logements résidentiels du MDN.

- L'Agence a été établie en tant qu'organisme de service spécial (OSS) au sein du MDN en 1996.
- Elle gère, exploite et entretient le portefeuille de logements du MDN, qui comprend 11 665 unités de logement résidentiel (ULR) appartenant à l'État et louées à 27 emplacements à l'échelle du Canada.
 - Le portefeuille de logements représente 40 % du nombre de bâtiments du MDN.
 - La majorité des ULR ont été construites dans les années 1950 et 1960 et sont surtout des maisons unifamiliales et jumelées qui comptent trois ou quatre chambres.
- L'ALFC est responsable des attributions, de l'établissement et de la collecte des loyers, des relations avec les occupants, bref, de toutes les fonctions d'ordre immobilier liées au portefeuille de logements du MDN.
- Les principaux clients de l'ALFC sont les membres des Forces armées canadiennes (FAC) et leurs familles.

- Environ 20 % des membres des FAC occupent un logement du MDN.

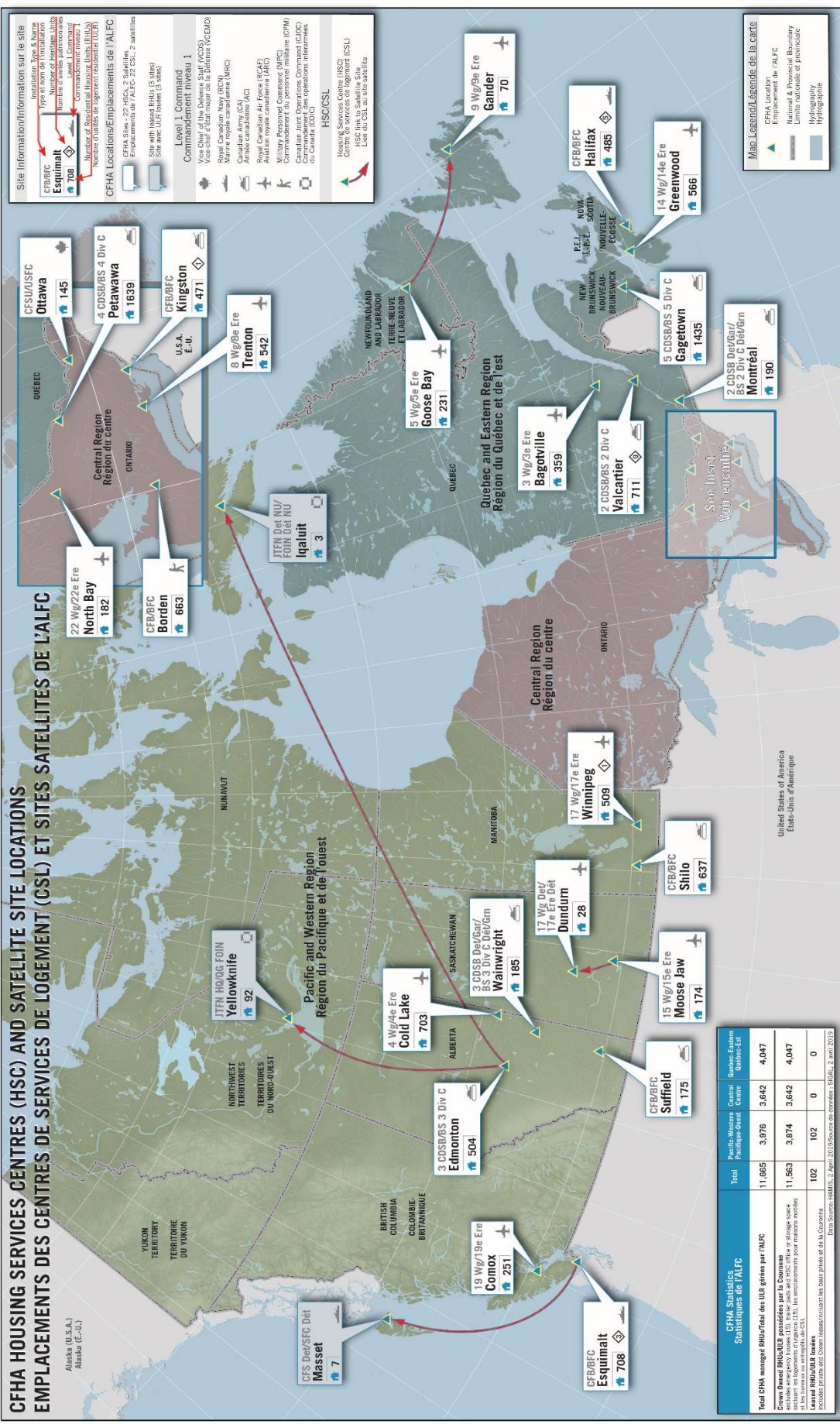


National
Défense

Défense
nationale

Canada

Carte nationale de l'ALFC



Portefeuille de l'ALFC



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

	Emplacement*	Province	Type d'unité de logement résidentiel					Nombre total d'unités
			Appartement	Maison en rangée	Maison jumelée	Maison unifamiliale		
							Unités	
1	Bagotville	QC	6	132	128	93	359	
2	Borden	ON		12	480	171	663	
3	Cold Lake	AB	18		472	213	703	
4	Comox	BC	8	81	110	52	251	
5	Dundurn	SK			4	24	28	
6	Edmonton	AB			301	203	504	
7	Esquimalt	BC		95	337	276	708	
8	Gander	NL		6	16	48	70	
9	Goose Bay	NL		88	108	35	231	
10	Greenwood	NS		94	175	297	566	
11	Halifax	NS	158	14	116	197	485	
12	Kingston	ON	144	12	176	139	471	
13	Montréal	QC			96	94	190	
14	Moose Jaw	SK	6	37	119	12	174	
15	North Bay	ON		16	130	36	182	
16	Ottawa	ON		10	72	63	145	
17	Shilo	MB	30	116	288	203	637	
18	Suffield	AB			2	173	175	
19	Trenton	ON			240	308	548	
20	Valcartier	QC	107	333	161	110	711	
21	Wainwright	AB		120	60	5	185	
22	Winnipeg	MB		95	202	212	509	

Exclut Gagetown, Petawawa et les emplacements satellites



National
Défense

Défense
nationale

Services requis

- ☐ Exploitation et entretien
- ☐ Réparations
- ☐ Entretien correctif
- ☐ Cycle de vie
- ☐ Améliorations



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes



Besoin : métiers liés à l'entretien



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

		MÉTIER
1	CF	Béton et fondations
2	AS	Asphalte
3	MA	Maçonnerie
4	CP	Charpenterie
5	RF	Couvertures
6	HF	Planchers de bois franc
7	PT	Peinture
8	VC	Carreaux, revêtements de sol souples en lés et moquettes
9	HZ	Élimination des matières dangereuses
10	CL	Nettoyage
11	HA	Chauffage et conditionnement de l'air
12	PL	Plomberie
13	EL	Électricité
14	GC	Tonte du gazon
15	LA	Aménagement paysager
16	SN	Déneigement

Les métiers de lutte contre les insectes et les animaux nuisibles (PC) et d'expert-conseil en matières dangereuses (HC) sont exclus de la portée.



National
Défense

Défense
nationale

Combinaisons de métiers



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

Les emplacements disposaient de l'option de combiner les métiers.
Buts principaux :

- Alléger l'administration;
- Posséder un point de contact et un point de responsabilité;
- Raccourcir le délai de prestation des services.

Outil d'attribution des contrats :

On a déterminé que l'offre à commandes était l'instrument le plus souple pour répondre à nos besoins.



National
Défense

Défense
nationale

L'ALFC CSL Esquimalt

L'offre à commandes de services d'entretien pour 2020-2024



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

1. OC W3707-21ES01/A

Métiers : CF, AS, MA, CP, RF, HF, PT, VC, HZ,
CL, GC, LA

2. OC W3707-21ES02/A

Métiers: EL, PL, HA



National
Défense

Défense
nationale

Besoin – LTU



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

- Le besoin consiste en l'exécution des travaux d'entretien qui sont désignés par un code de liste de taux unitaires (LTU) correspondant à chaque métier.
- Les codes de LTU renferment essentiellement tous les travaux qu'il est possible d'exécuter aux composants des logements.
- On y trouve environ 6000 articles (3000 en anglais et 3000 en français).
- La LTU est disponible dans les deux langues officielles.
- Elle comporte des devis détaillés, lesquels renferment les portées, unités de mesure, etc.
- Elle indique les coûts de base.
- Elle est mise à jour aux quatre ans.



National
Défense

Défense
nationale

Structure de la LTU



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

Les travaux liés à chaque métier de construction se définissent par :

➤ Les taux unitaires (LTU) standard (appendice 5 de l'ET)

- Description générale
- Prix de base

➤ Devis
(appendices 6.1-6.17 de l'ET)

Code d'EBO	Description de l'EBO	Coût unitaire de l'article de la liste
CL1000EQ	Inspect and report on work required.	42.56
CL1000FQ	Travaux requis : inspecter et faire rapport.	42.56
CL1001EQ	Coordination of multi-trade, multi-contractor tasks, per residence, per day of project activity.	42.56
CL1001FQ	Coordination des tâches liées à plusieurs corps de métiers et à plusieurs entrepreneurs, par résidence, par jour de projet.	42.56
CL1010EQ	Furniture, clean & polish where necessary, per residence.	82.79
CL1010FQ	Meubles, par résidence : nettoyer et polir au besoin.	82.79
CL1020EQ	Attic, sweep out, any size.	17.24

Besoin : offres à commandes de services d'entretien



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

Offres à commandes :

- Peuvent viser un seul métier ou en combiner plusieurs.
- Sont établies pour chaque CSL.
- Durée : période initiale de deux ans, avec deux années optionnelles.
- Les articles de la LTU sont sélectionnés par les emplacements.
- On détermine les prix selon la LTU en appliquant le pourcentage de la soumission au prix de base (selon la soumission reçue de l'entrepreneur).
- Le travail peut être divisé entre deux entrepreneurs ou plus.
- Elle peut comporter un entrepreneur auquel 0 % du travail est assigné (en attente).
- Elle est établie aux fins d'entretien correctif.



National
Défense

Défense
nationale

Rajustement des prix : application de l'IPC



Pour tenir compte de l'inflation et des autres facteurs économiques, le rajustement des prix sera effectué en fonction de la variation en pourcentage de l'indice de référence des prix à la consommation (IPC) de la Banque du Canada :

- Le rajustement des prix s'appliquera à la liste des taux unitaires (LTU), aux taux horaires et aux prix unitaires;
- Il aura lieu deux fois : au moment où l'option 1, s'il y a lieu, s'appliquera, et au moment où l'option 2, s'il y a lieu, s'appliquera;
- Le premier rajustement se calcule comme la variation en pourcentage de l'IPC entre janvier 2020 et janvier 2022;
- Le deuxième rajustement se calcule comme la variation en pourcentage de l'IPC entre janvier 2022 et janvier 2023;
- Le rajustement des prix sera en vigueur durant les périodes optionnelles suivantes (la première s'étirant du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023, et la deuxième, du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024).



National
Défense

Défense
nationale

Planification annuelle du travail



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

- ☐ Les occupants de l'ALFC déménagent le plus souvent d'avril à septembre. Il s'agit de la période active des affectations.
- ☐ La coordination des travaux et des ressources est essentielle durant cette période.
- ☐ Cela ne signifie pas que l'ALFC est peu occupée durant les autres mois de l'année.
- ☐ L'historique d'usage des LTU fourni avec une des annexes peut servir à vous aider à structurer vos plans d'affaires, ressources requises et soumissions.



National
Défense

Défense
nationale

Canada

Besoin : heures de travail (réf. : ET, paragraphe 4.2)



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

- Du lundi au vendredi (sauf les jours fériés), de 8 h à 17 h
- Délais de réponse
 - L'entrepreneur doit être sur place et entièrement prêt à entreprendre les travaux ou à travailler en respectant les délais de réponse prioritaires.
 - Priorité 1 Répondre dans un délai d'une heure
 - Priorité 2 Répondre dans un délai de 24 heures
 - Priorité 3 Répondre dans un délai de 7 jours civils
 - Priorité 4 Répondre dans un délai de 14 jours civils
 - Priorité 5 Répondre dans un délai de 28 jours civils
 - Priorité 6 Répondre selon les consignes de la commande subséquente



National
Défense

Défense
nationale

Canada

Besoin : jours fériés

(réf. : ET, 4.1.2)

1. Jour de l'An – 1^{er} janvier
2. Vendredi saint
3. Lundi de Pâques
4. Fête de la Reine – premier lundi précédant le 25 mai
5. Saint-Jean-Baptiste – 24 juin (Québec seulement)
6. Fête du Canada – 1^{er} juillet
7. Congé civique (premier lundi d'août en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, en Saskatchewan, en Alberta, au Manitoba, en Ontario, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince Édouard)
8. Fête du Travail – premier lundi de septembre
9. Action de grâce – deuxième lundi d'octobre
10. Jour du Souvenir – 11 novembre
11. Noël – 25 décembre
12. Après-Noël – December 26



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes



National
Défense

Défense
nationale

Canada

Besoin : travaux d'urgence (réf. : ET, 4.2.4)



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

Travaux d'urgence

- ☐ Les travaux d'urgence exécutés durant les heures de travail normales seront identifiés comme des travaux de priorité 1 (délai de réponse d'une heure).
- ☐ Les travaux d'urgence qui ont débuté pendant les heures normales et dont l'autorité technique exige la poursuite en dehors des heures normales seront traités comme des travaux exécutés après les heures normales.
- ☐ Les travaux exécutés après les heures de travail normales seront rémunérés au taux horaire s'appliquant après les heures normales.
- ☐ Les travaux d'urgence excluent ceux que l'entrepreneur exécute en dehors des heures normales par son propre choix.



National
Défense

Défense
nationale

Canada

Services d'urgence après les heures normales (SUAHN) (réf. : ET, 4.2.4.4)



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

Cinq métiers sont visés par SUAHN :

- ☐ Charpenterie
- ☐ Couvertures
- ☐ Chauffage et conditionnement de l'air
- ☐ Électricité
- ☐ Plomberie



National
Défense

Défense
nationale

Canada

Services d'urgence après les heures normales (SUAHN) (réf. : ET, 4.2.4.4)



Canadian Forces
Housing Agency

Agence de logement
des Forces canadiennes

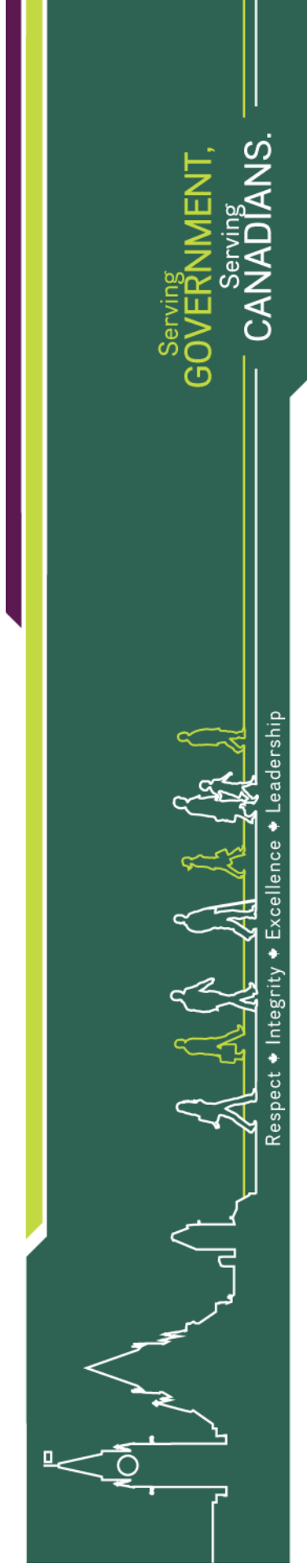
- Requis pour être en mesure de fournir, 24 heures par jour, 7 jours par semaine et 365 jours par année, des gens de métier, du matériel et des matériaux servant à effectuer des réparations d'urgence.
- L'entrepreneur de SUAHN doit être sur les lieux au plus tard une heure après avoir été avisé d'un besoin.
- Une réponse liée à SUAHN consiste à rendre la situation sûre, sécuritaire ou saine pour la santé.
- Dans les 10 minutes suivant un appel fait à SUAHN, l'entrepreneur doit téléphoner à l'occupant pour obtenir davantage de détails sur la situation d'urgence et, si possible, remédier à la situation ou la rendre sans risque par l'appel téléphonique.



National
Défense

Défense
nationale

Canada



CONFÉRENCE DES OFFRANTS

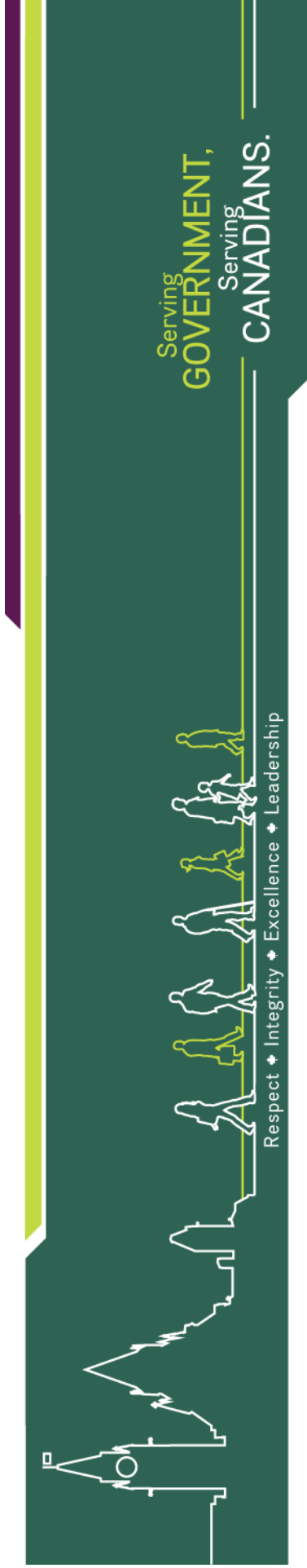
Demande d’Offre à Commandes DOC pour l’entretien des logements des Forces Canadiennes.



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



APERÇU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS DE LA DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES

Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-11-22		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur		
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur		
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
Signature	Date	



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



Serving
GOVERNMENT,
Serving
CANADIANS.

APERÇU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS DE LA DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St./ 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5

**Solicitation Closes - L'invitation prend fin
at - à 02:00 PM
on - le 2019-11-22**

**Time Zone
Fuseau horaire
Eastern Standard Time
EST**

Module de réception des soumissions, Division de soutien
opérationnel des approvisionnement, téléphone 819-420-7200.

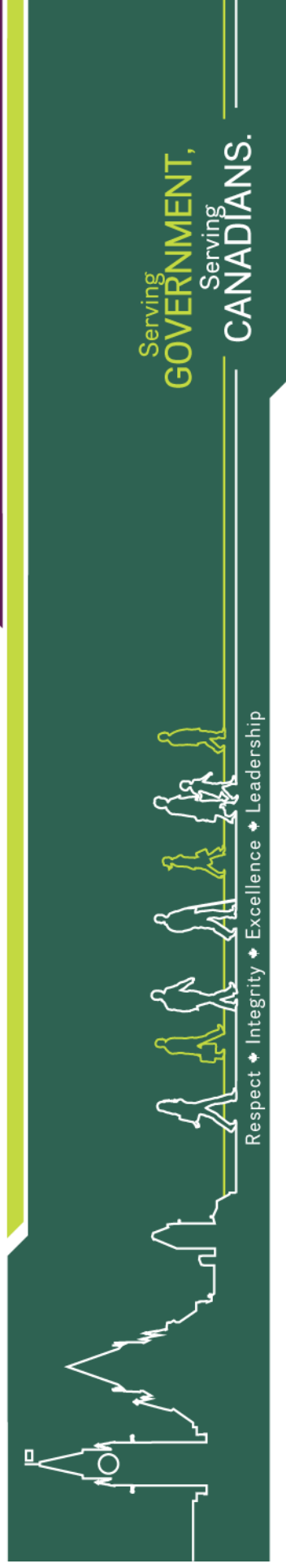
Les offres transmises par voie électronique sont acceptées par
Connexion postel. Les offres transmises par télécopieur ne sont pas
acceptés.



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



APERÇU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS DE LA DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES

[service Connexion postal fourni par la Société canadienne des postes](#)

Pour les offrants qui choisissent de soumissionner en utilisant Connexion postal pour la clôture des offres à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2006, ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postal si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

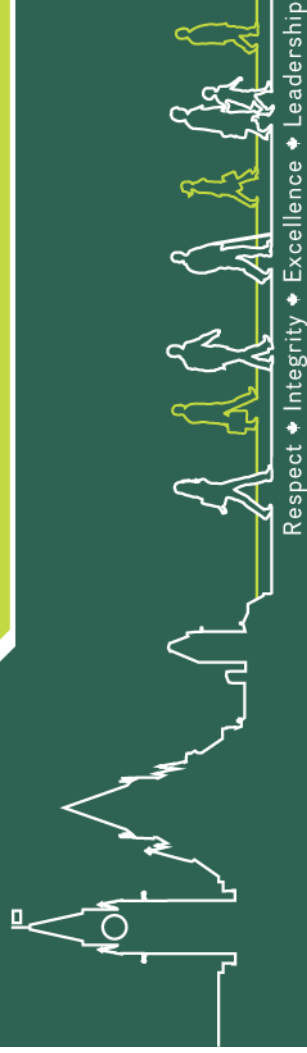
[Offres déposées en retard VS Offres retardées](#)



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



Serving
GOVERNMENT,
Serving
CANADIANS.

APERÇU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS DE LA DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES

Clauses et conditions uniformisées Instructions uniformisées

Le document [2006](#) (2019-03-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Les offres sont valides pour 180 jours.

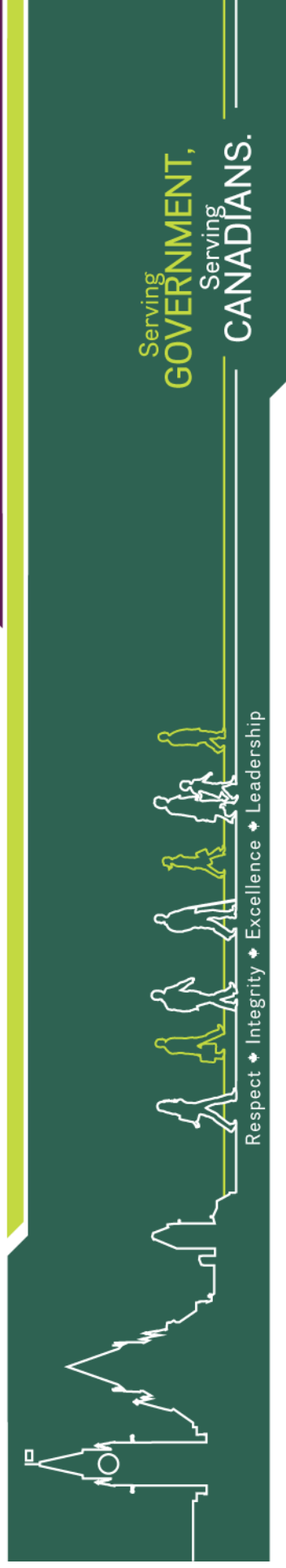
[18 \(2012-03-02\) Conflit d'intérêts / Avantage indu](#)



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



APERÇU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS DE LA DEMANDE DOFFRE À COMMANDES

Instructions pour la préparation des offres

Sur papier:

- Section I : Offre technique (trois (3) copies papier)
- Section II : Offre financière (une (1) copie papier)
- Section III : Attestations (une (1) copie papier)
- Section IV : Renseignements supplémentaires (une (1) copie papier)

Par voie électronique:

- Section I: Technical Offer
- Section II: Financial Offer
- Section III: Certifications
- Section IV: Additional Information



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



Serving
GOVERNMENT,
Serving
CANADIANS.

APERÇU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS

DE LA DOC

Aperçu des formulaires de présentation des soumissions

Section 1: Offre technique

Critères techniques obligatoires: Voir la pièce jointe 1 et 2 de la Partie 4.

CTO1: Une expérience organisationnelle dans le domaine

CTO2: Références

CTO3: Capacité de respecter les délais de réponse

CTO4: Main-d'œuvre qualifiée

Le Processus de conformité des soumissions en phases (« PCSP ») s'applique à tous les critères techniques obligatoires.

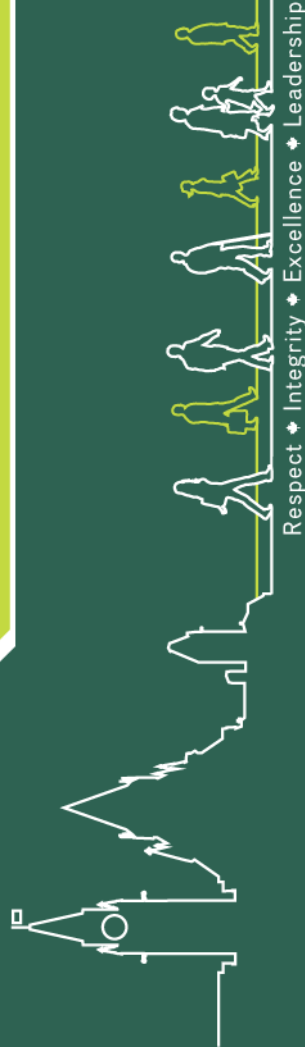
Les offres qui ne répondent pas aux critères techniques obligatoires seront jugées non recevables



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



Serving
GOVERNMENT,
Serving
CANADIANS.

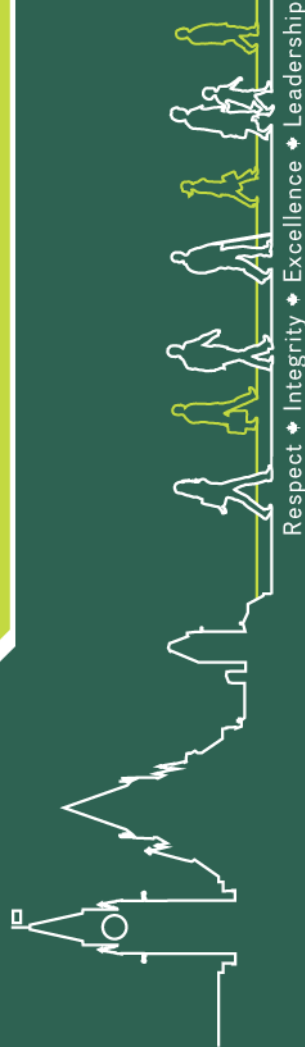
APERÇU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS DE LA DOC

Aperçu des formulaires de présentation des soumissions

Section II : Offre financière Évaluation financière

Le prix évalué d'une offre sera déterminé conformément au barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la partie 3. Le prix évalué correspond à la somme de toutes les offres de pourcentage.

Si SPAC constate qu'un taux horaire indiqué est plus faible ou plus important que le taux horaire moyen indiqué pour une mission commerciale à un endroit spécifique, il se donne le droit de le négocier avec l'offrant avant l'attribution de l'offre à commandes (OC), à la suite de laquelle le prix demeurera fixe pour une certaine période de l'OC.



Serving
GOVERNMENT,
Serving
CANADIANS.

APERÇU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS

DE LA DOC

Aperçu des formulaires de présentation des soumissions

Section III: Attestations

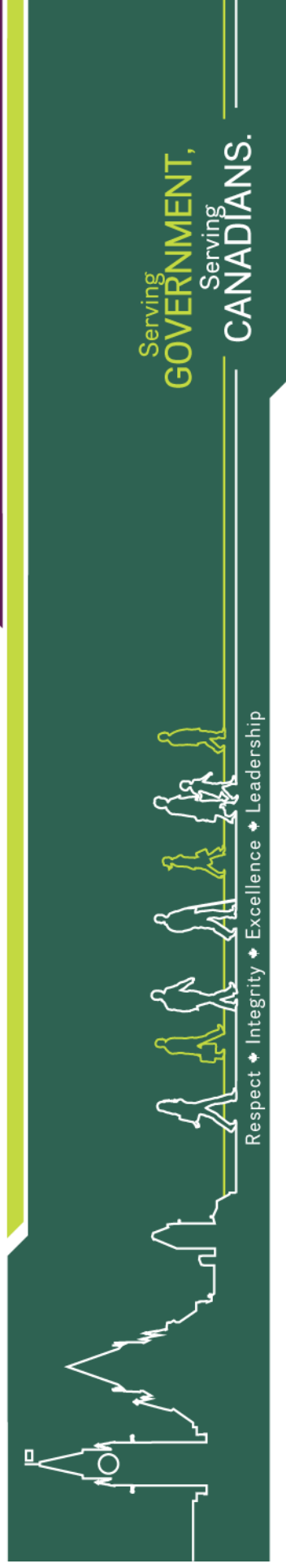
- 5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction, si applicable.
- 5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité - Liste des noms
- 5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre
- 5.3.1 Statut et disponibilité du personnel
- 5.3.2 Études et expérience



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada

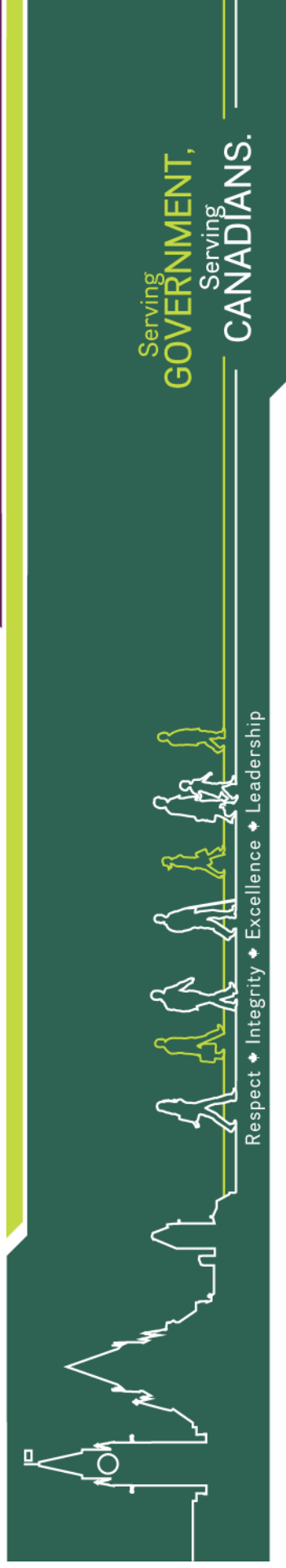


APERÇU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS DE LA DOC

Aperçu des formulaires de présentation des soumissions

Section IV: Renseignements supplémentaires

- Raison sociale
- NEA
- Nom personne-ressource
- Pour la partie 2, article 3, ancien fonctionnaire, de la demande d'offre à commandes : la réponse requise à chaque question et si la réponse est oui, les informations requises.



APERÇU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS DE LA DOC

Méthode de sélection

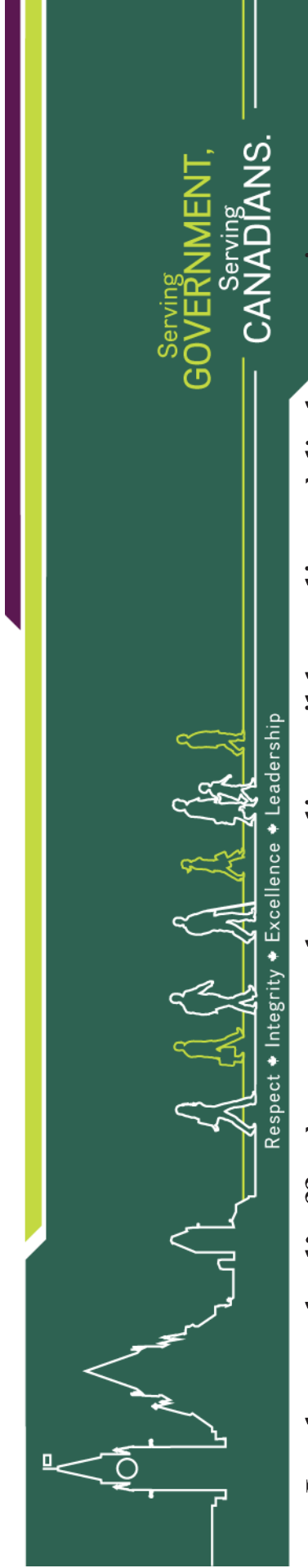
Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La sélection doit être basée sur la somme des offres de pourcentage pour tous les métiers. **Les deux (2) ou trois (3) offres recevables** avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

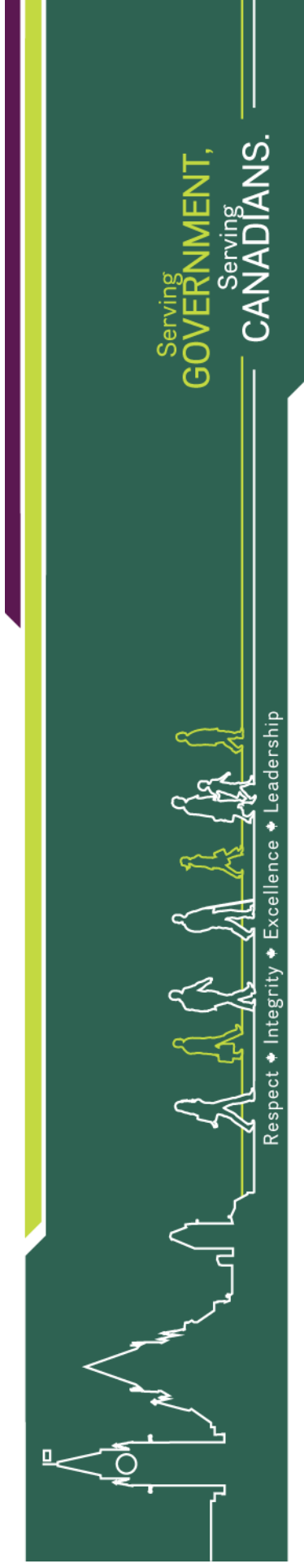
Canada



• La demande d'offre à commandes est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://achatsetventes.gc.ca/>

Documents d'invitation à soumissionner					
Fichier	Numéro de la modification	Langue	Téléchargement par événement unique (page française)	Date d'ajout	
ABES_PROD.PW_FK.B290.E76575.EBSU000.PDF	000	Anglais	10	2019-03-04	
ABES_PROD.PW_FK.B290.F76575.EBSU000.PDF	000	Français	53	2019-03-04	
ABES_PROD.PW_FK.B290.E76575.EBSU001.PDF	001	Anglais	3	2019-03-19	
ABES_PROD.PW_FK.B290.F76575.EBSU001.PDF	001	Français	9	2019-03-19	
ABES_PROD.PW_FK.B290.E76575.EBSU002.PDF	002	Anglais	1	2019-03-20	
ABES_PROD.PW_FK.B290.F76575.EBSU002.PDF	002	Français	5	2019-03-20	

Pièces jointes		
Fichier	Numéro de la modification	
appendi_x_a-appendice_a.zip	Pas disponible	
annexes.zip	Pas disponible	



LES CLAUSES DE L' OFFRE À COMMANDES

2005 (2017-06-21) Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

La section 06 (2014-09-25) intitulée «Retrait»
l'offrant doit donner au responsable de l'offre à commandes un avis écrit d'au moins 30 jours

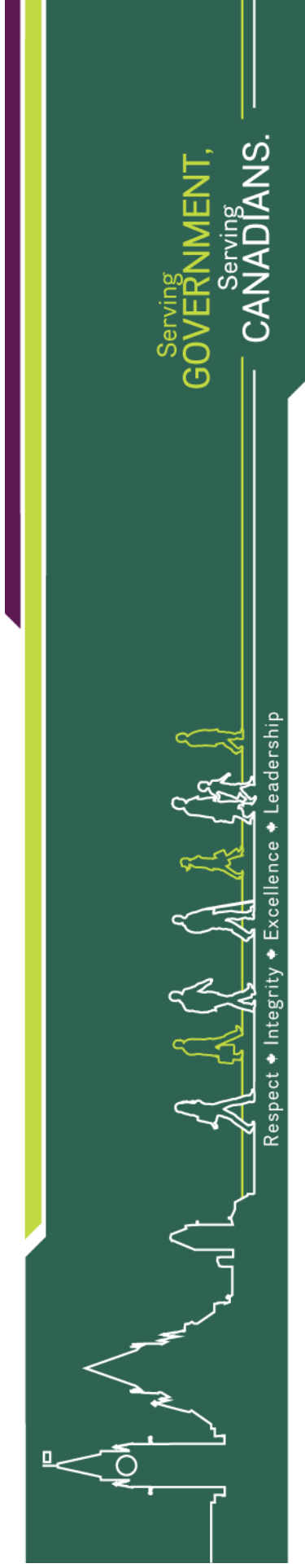
l'offrant qui se retire volontairement de l'offre à commandes ne sera pas autorisé à soumettre à nouveau un intérêt sur la même offre à commandes pour la durée de celle-ci.



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



LES CLAUSES DE L' OFFRE À COMMANDES

Période de l'offre à commandes

deux ans, plus deux (2) périodes supplémentaires facultatives de 1 an

Sécurité

L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

Utilisateurs désignés

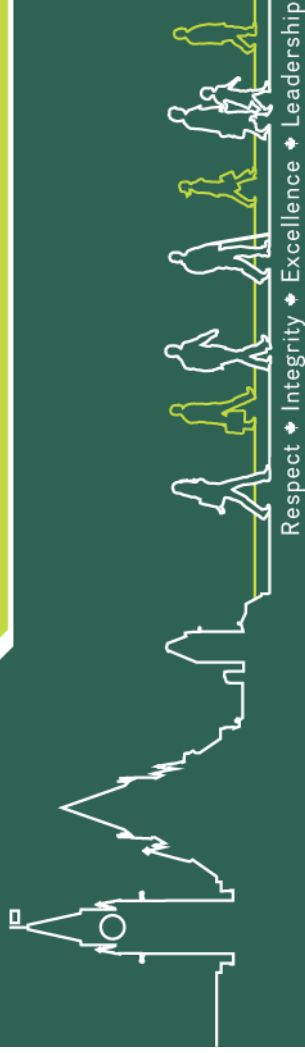
L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : l'Agence du logement des Forces canadiennes (ALFC).



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



Serving
GOVERNMENT,
Serving
CANADIANS.

LES CLAUSES DE L' OFFRE À COMMANDES

Procédures pour les commandes

L'utilisateur désigné déterminera l'étendue des services à fournir.

Pour trois offres (60%; 40% et 0%): : pourcentage de répartition idéale du travail, fondé sur les éléments suivants : 60 % du travail confié à l'offrant classé premier; 40 % pour l'offrant classé deuxième et 0 % pour le troisième.

Pour deux offres (100% et 0%): : Les *offres à commande* seront émises de manière à permettre à l'offrant le mieux classé de réaliser la grande partie des travaux. Le Canada peut offrir des travaux à des offrants autres que le mieux classé lorsqu'il estime que le calendrier des travaux ou la disponibilité ou charge de travail de l'*offrant* exigerait une telle distribution.



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



Serving
GOVERNMENT,
Serving
CANADIANS.

LES CLAUSES DE L' OFFRE À COMMANDES

Conformité:

le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant.

L'Entrepreneur doit observer tous les codes, lois et règlements qui s'appliquent à l'exécution des travaux ou à toute partie de ceux-ci

l'Entrepreneur doit obtenir tous les permis, licences et certificats requis à l'exécution des travaux.

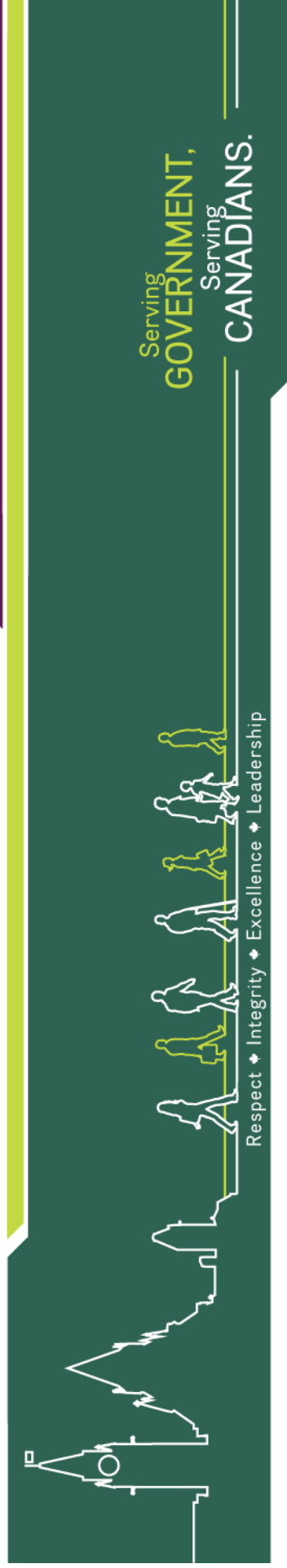
l'Entrepreneur doit produire les preuves que le Sous-traitant proposé et/ou ses employés affectés à cette partie des travaux sont autorisés ou titulaires d'un permis.



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



LES CLAUSES DE L' OFFRE À COMMANDES

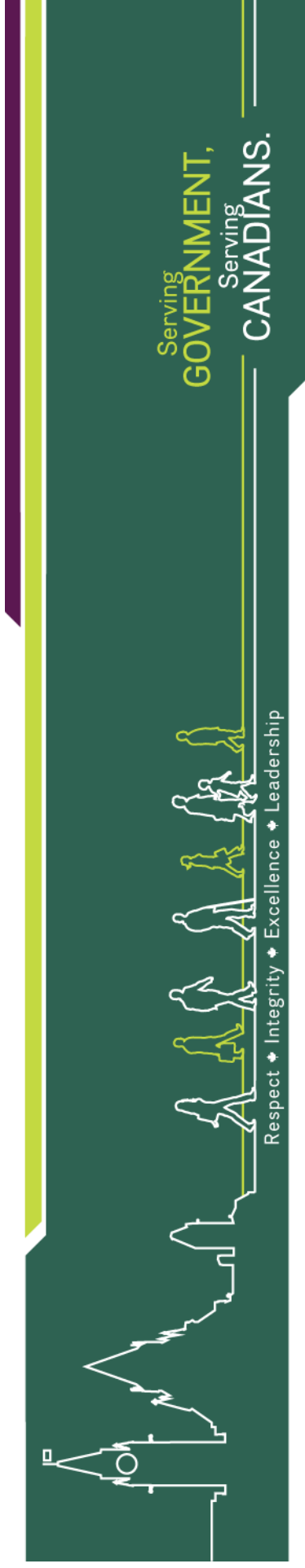
Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit faire parvenir au responsable de l'offre à commandes, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution de l'offre à commande, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur.

ANNEXE C:

1. Assurance de responsabilité civile commerciale
2. Assurance responsabilités couvrant l'atteinte à l'environnement





CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Conditions générales

2035 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Indemnisation des travailleurs

Avant le début des travaux, de même qu'à la date de l'achèvement substantiel des travaux et avant la délivrance du certificat d'achèvement

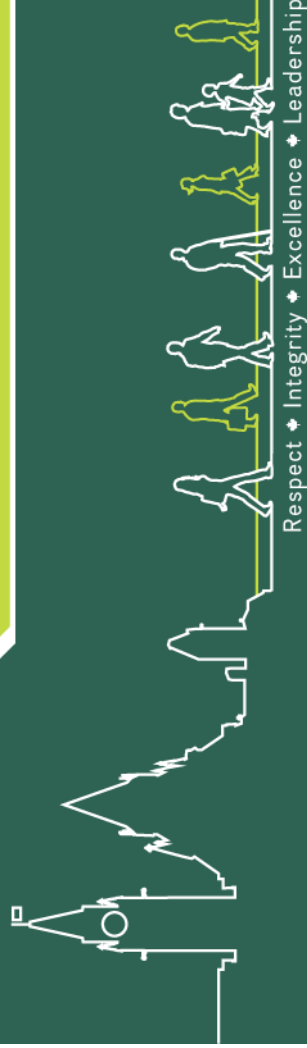
En tout temps pendant la durée du contrat, à la demande du Canada,



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Paie

prix ferme

taux horaire ferme

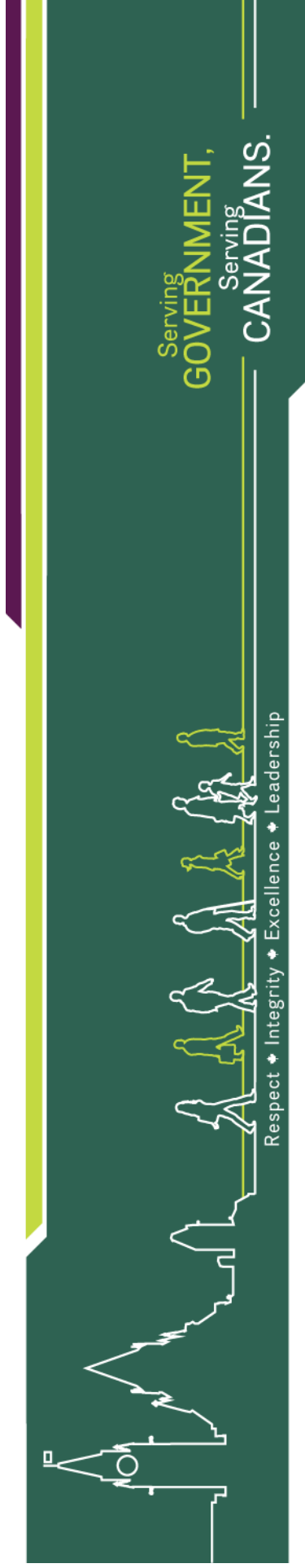
Autres coûts directs - frais associés au permis de travail à chaud

Limitation des dépenses

IPC: Le rajustement des prix sera effectué en fonction de la variation en pourcentage de l'indice de référence des prix à la consommation (IPC) de la Banque du Canada. La liste des taux unitaires (LTU), les taux horaires et les prix unitaires, selon le cas, seront rajustés à l'anniversaire de deux ans de la date de début de l'OC en calculant la variation en pourcentage de l'IPC entre janvier 2020 et janvier 2022.

Les offres de pourcentage du Tableau A ne seront pas ajustées.





CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Prix des commandes subséquentes

Les articles de travail imprévus qui apparaissent pendant la durée de l'OC et qui ne sont pas compris dans la Liste de taux unitaires seront réalisés selon les taux horaires majorés du prix de revient effectif qui s'appliquent aux matériaux, plus une majoration de 10 % (s'appliquent aux matériaux seulement).

Lorsque des articles sont disponibles seulement en quantités ou mesures préétablies, l'entrepreneur se fera payer le prix de revient effectif plus une majoration de 10 % pour les matériaux utilisés seulement.

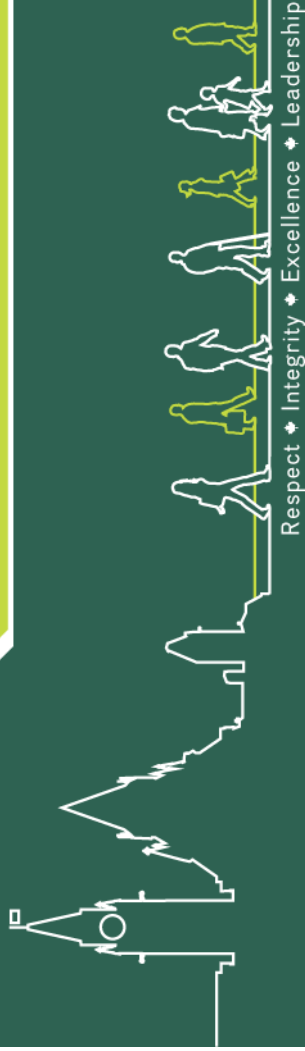
l'entrepreneur sera payé, pour chaque commande subséquente, au moins quatre-vingts dollars (80 \$) ou le montant facturé réel, s'il dépasse ce montant minimal.



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Paiement après les heures régulières de travail et travaux de priorité 1 (conformément à la section 4 de l'EDT)

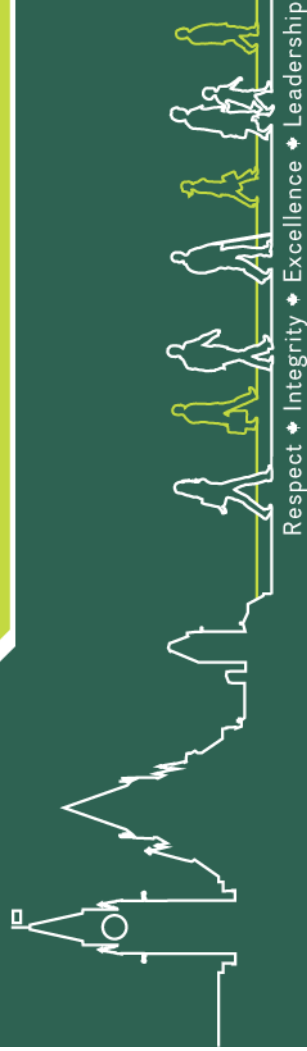
des travaux d'urgence en dehors de la journée de travail normale (consulter l'alinéa 4.2 de l'énoncé de travail de l'annexe A aux fins de référence),

le paiement se fera alors au taux horaire s'appliquant en dehors des heures de travail normales de travail, multiplié par le nombre d'heures travaillées

Le taux horaire s'appliquant en dehors des heures de travail normales de travail est calculé en multipliant par 1,5 le taux horaire régulier indiqué sur le formulaire d'offre.

L'entrepreneur sera remboursé au taux horaire régulier pour le temps de déplacement total (la somme du temps pour aller à l'adresse commerciale de l'entrepreneur et revenir), arrondi à la prochaine heure, pour un maximum de 2 heures





Serving
GOVERNMENT,
Serving
CANADIANS.

CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Lorsque l'entrepreneur entame des travaux sur commande subséquente de priorité 1 au cours d'une journée de travail normale et qu'il travaille jusqu'à 17 h, il sera payé selon la valeur des codes de la liste des taux unitaires (s'il y a lieu), plus le pourcentage de l'offre et le temps passé après 17 h selon le taux horaire en dehors des heures de travail normales

Les matériaux utilisés seront payés selon un prix de revient effectif plus une majoration de 10 %.

Les matériaux seront fournies FAB destination, et tous les frais de livraison seront inclus.

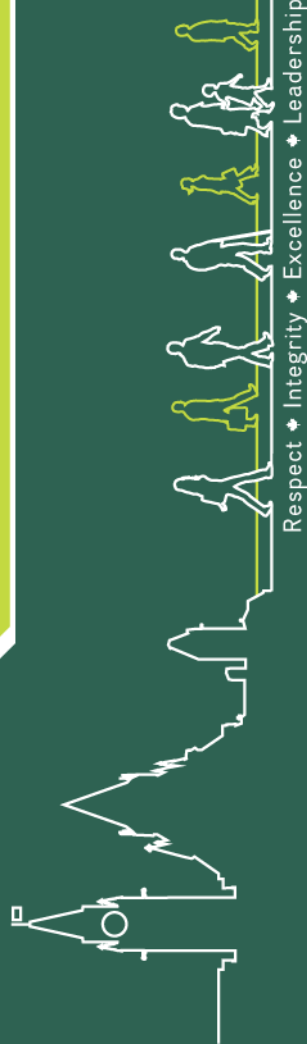
Modalités de paiement : Paiement mensuel
lorsque les travaux seront livrés et acceptés



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Réunion avant le début des travaux

L'entrepreneur doit participer à cette réunion avant de commencer les travaux; on dressera le procès-verbal de cette réunion. Le représentant ministériel fixera l'heure et le lieu de cette réunion.

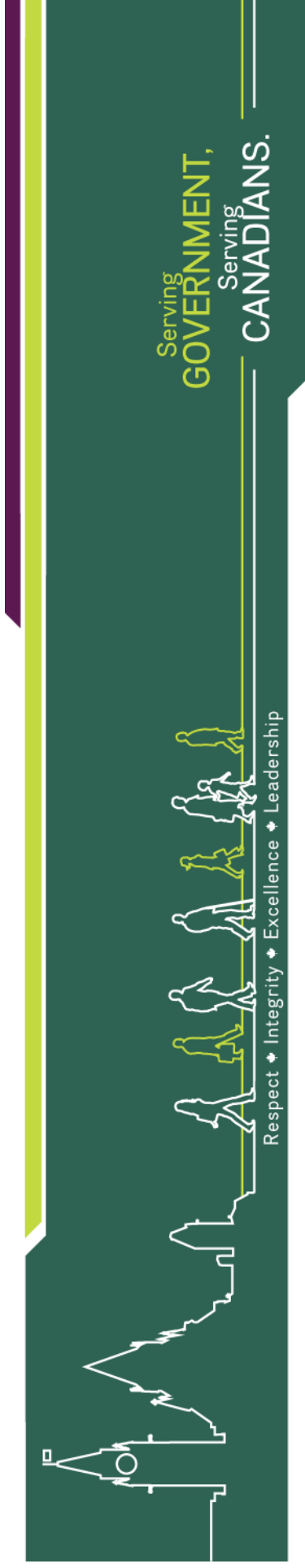
L'entrepreneur doit fournir, au responsable technique, une copie de sa politique en matière de sécurité conformément aux exigences du règlement provincial applicable dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées
par écrit à

Amanda Assi

Amanda.assi@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Maxime Dallaire

Maxime.dallaire@tpsgc-pwgsc.gc.ca

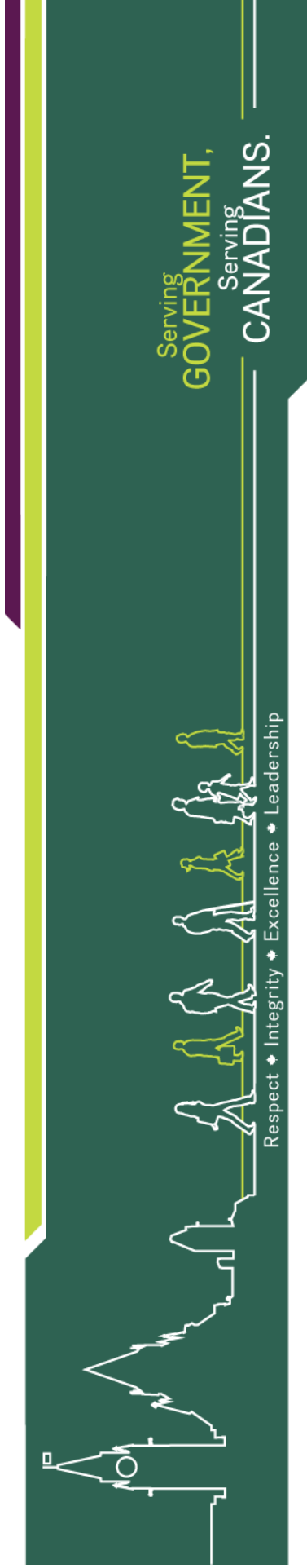
au moins **7 jours civils** avant la date de clôture de la
demande d'offres à commandes (DOC).



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada



Merci pour votre participation!



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

AGENCE DE LOGEMENT DES FORCES CANADIENNES

Centre de services de logement Esquimalt

PÉRIODE DE VALIDITÉ : DU 1^{ER} AVRIL 2020 AU 31 MARS 2025

TOUS DROITS RÉSERVÉS

AGENCE DE LOGEMENT DES FORCES CANADIENNES

Table des matières

1. INTRODUCTION	5
1. But	5
2. Contexte	5
3. Survol du portefeuille du Centre de services de logement	6
2. DOCUMENTS APPLICABLES	6
1. Documents	6
3. BESOIN	8
1. Étendue des travaux	8
4. ÉCHÉANCES PRÉVUES POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX	8
1. Heures de travail	8
2. Temps de réponse	9
5. EXIGENCES RELATIVES À L'ENREGISTREMENT DES ENTREPRISES ET AUX PERMIS	11
6. ACCÈS AU CHANTIER	12
1. Interprétation des dessins	13
7. MARQUES ET NOMS COMMERCIAUX	13
8. MATÉRIAUX RÉCUPÉRÉS	14
9. COMMODITÉS DU SITE	14
10. SERVICES EXISTANTS	14
11. INTERRUPTIONS DES SERVICES PUBLICS	15
12. PROTECTION DU SITE	15
1. Généralités	15
2. Responsabilité et protection de la végétation, du mobilier, des accessoires et des bâtiments	16
3. Préservation des arbres et arbustes	16
4. Protection contre la poussière, les débris, l'eau, etc.	16
5. Conservation des sols	16
6. Contrôle du bruit	17
7. Contrôle du site	17
8. Camionnage	17
9. Remise en état du site	17
10. Nettoyage	18
	2

13. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	18
1. Généralités.....	18
2. Exigences fondamentales.....	18
3. Actes interdits.....	19
4. Matières dangereuses.....	19
5. Autres précautions à prendre lors de l'exécution des travaux.....	19
14. GESTION ENVIRONNEMENTALE.....	20
1. Déversements.....	20
2. Élimination des ordures et des déchets désignés.....	20
3. Site contaminé.....	20
4. Rapports environnementaux.....	21
15. SIGNALISATION/DÉCLARATION PUBLIQUE.....	21
16. COLLABORATION AVEC D'AUTRES ENTREPRENEURS.....	21
17. COORDINATION DES CORPS DE MÉTIER.....	21
18. COMPÉTENCE DE L'ENTREPRENEUR.....	22
19. ESSAIS ET INSPECTIONS.....	22
20. CORRESPONDANCE AUX TRAVAUX EXISTANTS.....	22
21. MESURE DES TRAVAUX.....	22
22. ACCEPTATION DES TRAVAUX.....	22
23. DISPOSITIONS RELATIVES À LA GARANTIE.....	22
24. EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	23
25. INSPECTIONS ET RAPPORTS.....	24
26. COMMUNICATION.....	25

1. Introduction

1. But

- .1 Le présent énoncé des travaux (EDT) vise à décrire les besoins du ministère de la Défense nationale (MDN) et de l'Agence de logement des Forces canadiennes (ALFC) ainsi que les efforts exigés de l'entrepreneur en vue de fournir des services de réparation et d'entretien de logements résidentiels.
- .2 L'ALFC, en tant qu'organisation axée sur les clients qui vise l'excellence, exige que son personnel et ses entrepreneurs comprennent et respectent sa philosophie en matière de service à la clientèle.
- .3 Par l'entremise d'entrepreneurs, l'ALFC souhaite fournir des services rentables d'entretien et d'améliorations mineures pour le portefeuille appartenant au Canada. Ces services visent à assurer le confort, la santé et la sécurité des occupants. De plus, l'ALFC apporte à l'occasion des améliorations mineures ou majeures à ses logements, y compris des programmes de modification, de remplacement et de modernisation.
- .4 L'ALFC a pour politique de s'assurer que le travail effectué dans ses installations est d'une grande qualité d'exécution et que seuls des matériaux appropriés de bonne qualité sont utilisés.
- .5 Afin d'assurer le confort, la santé et la sécurité de ses occupants, l'ALFC a établi certaines normes selon lesquelles des travaux d'entretien et des améliorations mineures doivent être effectués. Tous les entrepreneurs retenus par l'ALFC doivent s'acquitter de leurs obligations en vertu de ces normes, et tous les travaux doivent être exécutés le plus rapidement possible.
- .6 L'ALFC, reconnaissant l'importance des entrepreneurs comme principal point de contact avec les familles de ses clients, a préparé un document intitulé Exigences en matière de service à la clientèle. L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent respecter ces exigences lorsqu'ils traitent avec les occupants. Ces exigences font partie des documents de l'énoncé des travaux et se trouvent à l'appendice 2 – Exigences en matière de service à la clientèle.

2. Contexte

- .1 L'ALFC a pour mandat de gérer les logements résidentiels contrôlés par le Canada pour le MDN, de s'assurer que les biens sont entretenus de façon convenable, et d'élaborer et de mettre en œuvre des plans visant à répondre aux futurs besoins résidentiels des membres des FAC.
- .2 La majorité des unités de logement résidentiel (ULR) de l'ALFC ont été construites entre le milieu et la fin des années 1950. Depuis, elles ont fait l'objet de diverses améliorations mineures et majeures.

- .3 La densité du portefeuille de l'ALFC comprend des maisons unifamiliales à un et deux étages, des maisons jumelées et des maisons en rangée. Certains emplacements ont aussi des immeubles d'habitation de faible hauteur. La plupart des ULR ont une charpente classique en bois, et les appartements ont une charpente soit en béton, soit en bois. Se reporter aux descriptions détaillées propres à chaque site ci-dessous.
- .4 Bien que la majorité des ULR datent des années 1950, les entrepreneurs doivent s'attendre à effectuer l'entretien et les réparations des ULR dont l'âge, la méthode de construction et l'état varient.

3. Survol du portefeuille du Centre de services de logement

- .1 L'ALFC exige qu'un entrepreneur fournisse des services rentables d'entretien et d'améliorations mineures pour le portefeuille appartenant au Canada à l'emplacement suivant :

Site	Province	Type d'unité de logement résidentiel				Unités totales
		Appartement	Maisons en rangée	Maisons jumelées	Maisons unifamiliales	
		Unités				
Esquimalt	C.-B.		95	337	276	708

2. Documents applicables

1. Documents

- .1 Les documents suivants font partie intégrante de l'Énoncé des travaux dans la mesure indiquée, dans la mesure précisée aux présentes; tous les autres documents doivent être considérés exclusivement comme des renseignements supplémentaires. En cas de contradiction entre les documents et le contenu du présent énoncé des travaux, ce dernier aura préséance.
 - .1 Appendice 1 Glossaire
 - .2 Appendice 2 Exigences en matière de service à la clientèle
 - .3 Appendice 3 Exigences en matière de sécurité
 - .4 Appendice 4 Formulaire de déclaration des déchets
 - .5 Appendice 5 Liste des taux unitaires
 - .6 Spécification de la liste des taux unitaires

Appendice 6.1	Spécification de la liste des taux unitaires	Asphalte
Appendice 6.2	Spécification de la liste des taux unitaires	Charpenterie
Appendice 6.3	Spécification de la liste des taux unitaires	Nettoyage

Appendice 6.4	Spécification de la liste des taux unitaires	Béton et fondations
Appendice 6.5	Spécification de la liste des taux unitaires	Tonte de pelouse
Appendice 6.6	Spécification de la liste des taux unitaires	Planchers de bois franc
Appendice 6.7	Spécification de la liste des taux unitaires	Élimination des matières dangereuses
Appendice 6.8	Spécification de la liste des taux unitaires	Aménagement paysager
Appendice 6.9	Spécification de la liste des taux unitaires	Maçonnerie
Appendice 6.10	Spécification de la liste des taux unitaires	Peinture
Appendice 6.11	Spécification de la liste des taux unitaires	Carreaux souples, revêtement de sol en feuilles et tapis
Appendice 6.12	Spécification de la liste des taux unitaires	Toiture

.7 Listes de vérification de l'inspection d'entretien

Appendice 7.1	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Chauffage au mazout avec réservoir de stockage hors sol
Appendice 7.2	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Climatiseur
Appendice 7.3	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Échangeur d'air
Appendice 7.4	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Soupape de retour d'eau
Appendice 7.5	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Chaudière
Appendice 7.6	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Cheminée préfabriquée
Appendice 7.7	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Maçonnerie de cheminée
Appendice 7.8	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Foyer au gaz
Appendice 7.9	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Foyer au bois
Appendice 7.10	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Système de gicleurs
Appendice 7.11	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Générateur d'air chaud (électrique)
Appendice 7.12	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Générateur d'air chaud (au gaz)
Appendice 7.13	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Générateur d'air chaud (au mazout)
Appendice 7.14	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Pompe à chaleur air-air
Appendice 7.15	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Chauffe-eau électrique
Appendice 7.16	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Chauffe-eau au gaz
Appendice 7.17	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Chauffe-eau au mazout
Appendice 7.18	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Détecteur de fumée et de monoxyde de carbone
Appendice 7.19	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Pompe de puisard

Appendice 7.20	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Chauffe-eau électrique sur demande
Appendice 7.21	Liste de vérification de l'inspection d'entretien	Chauffe-eau au gaz sur demande

3. Besoin

1. Étendue des travaux

- .1 Les travaux visés par la présente offre à commandes (OC) comprennent la fourniture de main-d'œuvre qualifiée (possédant un permis, s'il y a lieu), d'outils, d'équipement, de supervision, de temps et de matériel pour Asphalte (AS), Charpenterie (CP), Nettoyage (CL), Béton et fondations (CF), Tonte de pelouse (GC), Planchers de bois franc (HF), Élimination des matières dangereuses (HZ), Aménagement paysager (LA), Maçonnerie (MA), Peinture (PT), Carreaux souples, revêtement de sol en feuilles et tapis (VC), Toiture (RF), les services commerciaux généraux à Esquimalt.
- .2 Les services doivent être offerts au fur et à mesure des besoins, conformément à l'Énoncé des travaux.
- .3 Les entrepreneurs doivent s'attendre à ce que les travaux soient d'importance et de portée variée. Les entrepreneurs peuvent habituellement être appelés à intervenir pour des problèmes d'entretien mineurs, des travaux de remplacement et la préparation des ULR pour les occupants.
- .4 L'étendue des travaux de chaque commande subséquente sera précisée dans la Liste des taux unitaires figurant aux appendices 5.1 à 5.17 et appuyée par la Spécification de la liste des taux unitaires figurant aux appendices 6.1 à 6.17 et par l'énoncé des travaux.
- .5 Si les travaux ne peuvent être indiqués dans la Liste des taux unitaires, l'ALFC peut les autoriser en fournissant la description générale des travaux. Le taux horaire s'appliquera. Taux horaire s'appliqueront comme prévus à l'annexe B Base de paiement de l'offre à commandes.

4. Échéances prévues pour la réalisation des travaux

1. Heures de travail

- .1 Les travaux visés par la commande subséquente doivent normalement être exécutés entre 8 h et 17 h du lundi au vendredi (sauf les jours fériés et les jours de congés provinciaux et territoriaux), sauf les travaux urgents désignés, qui sont définis au paragraphe 4.1.2. Lorsque l'entrepreneur choisit volontairement de travailler en dehors de ces heures prescrites, il doit d'abord obtenir l'approbation du responsable technique et le consentement de tous les

occupants ou de tous les voisins (selon le cas) et doit exécuter ces travaux de manière à incommoder le moins possible ces occupants et/ou voisins.

.2 Aux fins de la présente offre à commandes, les jours fériés sont les suivants :

- .1 Jour de l'An – 1^{er} janvier
- .2 Vendredi saint
- .3 Lundi de Pâques
- .4 Fête de la Reine – le lundi précédant le 25 mai
- .5 Fête nationale du Québec – 24 juin (province de Québec seulement)
- .6 Fête du Canada – 1^{er} juillet
- .7 Congé civique (le premier lundi d'août en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, en Saskatchewan, en Alberta, au Manitoba, en Ontario, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard)
- .8 Fête du Travail – le premier lundi de septembre
- .9 Action de grâces – le deuxième lundi d'octobre
- .10 Jour du Souvenir – 11 novembre
- .11 Noël – 25 décembre
- .12 Lendemain de Noël – 26 décembre
- .13 Vacances de la construction – les deux dernières semaines de juillet (province de Québec seulement)

2. Temps de réponse

- .1 Chaque commande subséquente indiquera le délai d'exécution. L'entrepreneur doit être sur place entièrement prêt à entreprendre les travaux et/ou à travailler dans le temps de réponse prioritaire alloué pour chaque lot de travaux précisé dans la commande subséquente, à moins d'une entente écrite contraire :
 - .1 Priorité 1 Répondre en moins d'une heure
 - .2 Priorité 2 Répondre en moins de 24 heures consécutives
 - .3 Priorité 3 Répondre en moins de 7 jours civils
 - .4 Priorité 4 Répondre en moins de 14 jours civils
 - .5 Priorité 5 Répondre en moins de 28 jours civils
 - .6 Priorité 6 Répondre dans le délai indiqué dans la commande subséquente

- .2 Si la commande subséquente prescrit des échéances que l'entrepreneur doit respecter pour l'exécution des travaux ou d'une partie des travaux, ou si les travaux doivent être exécutés selon une durée déterminée, le respect des délais est une condition essentielle.
- .3 Si, après avoir reçu une commande subséquente, l'entrepreneur trouve une raison ou un motif qui l'empêcherait de respecter les délais prescrits, il doit immédiatement en informer le responsable technique. Le responsable technique peut alors modifier les délais ou, à sa seule discrétion, réassigner la commande subséquente.
- .4 Travaux urgents et Service d'urgence après les heures normales (SUAHN)
 - .1 Les travaux urgents entrepris pendant les heures normales de travail seront considérés comme des travaux de priorité 1. Lorsque des travaux urgents sont entrepris pendant les heures normales de travail, les listes de taux unitaires ou les propositions de prix qui peuvent être précisées dans l'Annexe B Base de paiement s'appliquent.
 - .2 Les travaux urgents qui ont été entrepris pendant les heures normales de travail et que le responsable technique doit poursuivre en dehors des heures normales, définies à la section 4.1.1, seront considérés comme des travaux exécutés en dehors des heures normales de travail. Les travaux exécutés en dehors des heures normales seront rémunérés au taux horaire après les heures normales de travail.
 - .3 Les travaux urgents excluent les travaux effectués au choix de l'entrepreneur en dehors des heures normales de travail.
 - .4 Cinq (5) métiers exigent un SUAHN, qui nécessite une disponibilité en tout temps. Il s'agit des métiers suivants : charpenterie, toiture, chauffage et climatisation, électricité et plomberie. Les offrants qui font une demande pour l'un ou l'autre de ces cinq métiers le font en sachant qu'ils devront fournir des gens de métier, de l'équipement et du matériel pour les réparations d'urgence à toute heure du jour. Les entrepreneurs faisant partie des catégories de métiers désignées ci-dessus doivent assurer un service d'urgence continu permettant une intervention en tout temps, pendant toute la durée de l'OC, y compris les jours fériés, les jours de congés provinciaux et territoriaux et les vacances de la construction. De plus, les entrepreneurs doivent indiquer au responsable technique les détails complets de tous les moyens de communication d'urgence acceptables.
 - .5 Le SUAHN doit être fourni dans l'heure qui suit la notification d'un besoin. Les travaux du SUAHN doivent être rendus sécuritaires ou utilisables au taux horaire après les heures normales, plus le coût des matériaux, qui sera payé au coût facturé avec une majoration de 10 %. Tous les travaux de suivi doivent être effectués pendant les heures normales en utilisant la Liste des taux unitaires ou les taux horaires s'ils

ne font pas partie de la liste. REMARQUE : Lorsque les travaux sont trop importants, l'entrepreneur doit communiquer avec le centre d'appels du SUAHN pour obtenir des directives supplémentaires.

- .6 L'intervention du SUAHN consiste à rendre la situation sûre, sécuritaire et saine et à effectuer les travaux nécessaires pour éviter des pertes ou des dommages importants à la propriété (par exemple, rupture de conduites d'eau, perte de chaleur, etc.). REMARQUE : Lorsque les travaux sont trop importants, l'entrepreneur doit communiquer avec le centre d'appels du SUAHN pour obtenir des directives supplémentaires.

- .7 Processus de commande subséquente pour le SUAHN :

- (a) Le centre d'appel du SUAHN de l'ALFC tentera à trois reprises de communiquer avec l'entrepreneur par téléphone. Si l'entrepreneur ne répond pas dans les 20 minutes suivant la première tentative, l'ALFC se réserve le droit de passer un contrat avec un autre entrepreneur. L'absence de réponse sera prise en compte au cours du processus d'évaluation du rendement conformément à la partie 8 de la demande d'offre à commandes (DOC).
- (b) Dès que l'entrepreneur reçoit un avis de situation d'urgence, il doit, dans les 10 minutes qui suivent, communiquer avec l'occupant ou le client pour obtenir plus de détails sur la situation d'urgence et, si possible, corriger ou rendre la situation sécuritaire en parlant à l'occupant.
- (c) S'il est impossible de joindre l'occupant, l'entrepreneur doit communiquer avec le centre d'appel du SUAHN de l'ALFC pour savoir la marche à suivre.
- (d) L'entrepreneur doit toujours aviser le centre d'appel du SUAHN de l'ALFC si une visite sur place n'est pas nécessaire. Dans ce cas, le centre d'appel du SUAHN indiquera à l'entrepreneur la marche à suivre.
- (e) Le jour ouvrable suivant la réalisation des travaux d'urgence, l'ALFC émettra la confirmation de commande subséquente pour les travaux d'urgence exécutés. L'ALFC se réserve le droit de confirmer les heures réelles travaillées.

5. Exigences relatives à l'enregistrement des entreprises et aux permis

- .1 Lorsque les lois de la province où les travaux ont lieu exigent qu'un entrepreneur (ou ses ressources) soit enregistré ou autorisé à exécuter les travaux décrits dans les documents de la DOC, l'entrepreneur doit, dans les 48 heures suivant la réception d'un avis écrit du responsable technique, fournir la preuve qu'il (ou ses ressources) est enregistré ou autorisé.

- .2 Lorsque l'entrepreneur prévoit sous-traiter une partie des travaux et que les lois provinciales exigent qu'une personne soit autorisée à exécuter cette partie des travaux, l'entrepreneur doit, dans les 48 heures suivant la réception d'un avis écrit du représentant du Canada, produire une preuve montrant que le sous-traitant proposé et/ou les gens de métier qui seront affectés à cette partie des travaux sont enregistrés ou autorisés et ont toutes les assurances requises (c'est-à-dire le certificat de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail [CSPAAT]).
- .3 Au Québec, les entrepreneurs doivent également présenter leur licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) pour les travaux visés par la *Loi sur le bâtiment* du Québec.

6. Accès au chantier

- .1 Lorsque des travaux doivent être exécutés dans une ULR occupée, il incombe à l'entrepreneur de prendre des dispositions avec les occupants des logements appartenant à l'ALFC ou gérés par elle, à un moment qui convient aux deux parties, pour accéder aux ULR afin d'exécuter les travaux requis en vertu de chaque commande subséquente. L'entrepreneur ne doit en aucun temps entrer dans une résidence sans la présence de l'occupant (ou d'un représentant de l'occupant). En cas d'absence d'un occupant, l'entrepreneur doit laisser une carte informant l'occupant de sa visite et lui demandant de l'aviser du moment où il pourra avoir accès aux lieux pour exécuter les travaux requis. Si l'occupant n'est pas présent au deuxième rendez-vous, l'entrepreneur doit en informer immédiatement le responsable technique, qui prendra un troisième rendez-vous pour permettre à l'entrepreneur d'avoir accès aux lieux et d'effectuer les travaux requis.
- .2 Si les travaux indiqués dans la commande subséquente ne peuvent être exécutés parce que l'entrepreneur n'a pas accès aux lieux après une troisième tentative d'accès, le responsable technique négociera le montant de tout paiement à effectuer pour cette commande subséquente.
- .3 Lorsque les travaux sont susceptibles d'entraver l'accès à un lieu, l'entrepreneur doit donner à l'occupant un préavis écrit de vingt-quatre (24) heures indiquant tous les détails sur la perturbation et la durée prévue. L'accès des piétons doit être maintenu là où c'est nécessaire et selon les instructions.
- .4 Lorsque l'entrepreneur, ses employés ou ses mandataires sont tenus d'obtenir un permis d'accès à une zone sécurisée particulière, l'entrepreneur doit, dès que possible, avant qu'une personne soit tenue d'entrer sur les lieux à quelque fin que ce soit pour le bien de la commande subséquente, fournir au responsable technique un document indiquant le nom, l'adresse personnelle ainsi que la date et le lieu de naissance de l'entrepreneur, de ses employés ou de ses mandataires.
- .5 Toute personne désirant entrer sur les lieux doit se conformer à tous les règlements locaux de la base ou de l'escadre et à toutes les exigences relatives à

la délivrance d'un permis d'entrée ainsi qu'à toutes les conditions d'entrée sur les lieux.

1. Interprétation des dessins

- .1 L'entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions pertinentes sur place avant de procéder aux travaux.
- .2 Les plans d'aménagement des installations et des équipements tels qu'ils figurent sur les dessins ne doivent être considérés que comme schématiques. L'entrepreneur est responsable d'obtenir toutes les mesures et autres informations nécessaires à l'exécution des travaux. L'entrepreneur n'aura pas droit à une rémunération supplémentaire entraînée par la non-obtention de mesures et autres informations sur les lieux.

7. Marques et noms commerciaux

- .1 Lorsque des noms commerciaux ou des dénominations, des marques, des numéros de catalogue ou des numéros de référence sont mentionnés dans la spécification, ils visent à établir une norme minimale et ne suggèrent ni n'indiquent une préférence pour un matériau ou un équipement en particulier. Un entrepreneur peut offrir du matériel ou de l'équipement ayant des caractéristiques ou un type, une qualité, une apparence, une finition, une méthode de construction et un rendement semblables.
- .2 Lorsque les termes « norme d'acceptation » ou « produits acceptables » sont mentionnés dans la spécification, les produits désignés doivent être ceux utilisés. Voici le processus d'examen des produits de remplacement :
 - .1 Le le responsable technique passe une commande subséquente à l'entrepreneur lorsque des produits sont requis, tel qu'il est précisé dans les documents.
 - .2 L'entrepreneur peut demander au responsable technique, au moment de la réception de la commande subséquente, d'examiner des produits autres que ceux qui sont précisés comme normes d'acceptation ou produits acceptables. La demande doit démontrer, au moyen de la documentation sur les produits et d'un échantillon, que ceux-ci sont de qualité égale à celle des produits indiqués.
 - .3 L'entrepreneur doit obtenir au préalable l'approbation écrite de tous les éléments devant être utilisés dans les travaux, lorsque ces éléments n'ont pas été précisés ou différent de ceux précisés.
 - .4 Le le responsable technique examinera les produits de remplacement demandés, approuvera ou rejettera les produits et avisera l'entrepreneur par écrit de l'approbation ou du rejet.
- .3 L'ALFC se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute demande de produits de remplacement.

- .4 Tous les matériaux utilisés sur les lieux doivent être neufs et de première qualité en ce qui concerne la conception, la fabrication et le fonctionnement dans toutes les conditions de service. Les matériaux utilisés doivent être approuvés et adaptés à une utilisation dans toutes les conditions sur les lieux et doivent être installés conformément aux instructions du fabricant.

8. Matériaux récupérés

- .1 Le le responsable technique se réserve le droit d'inspecter toute pièce remplacée dans le cadre d'une commande subséquente.
- .2 Si le le responsable technique, après avoir inspecté les marchandises, en donne l'ordre par écrit, les marchandises inspectées doivent être enlevées des lieux et jetées par l'entrepreneur. Le produit de l'aliénation de toute marchandise par l'entrepreneur avec la permission écrite du responsable technique devient la propriété de l'entrepreneur.

9. Commodités du site

- .1 Lorsque les travaux doivent être exécutés dans des lieux inoccupés, l'entrepreneur et son personnel peuvent utiliser l'eau, les installations sanitaires et autres installations existantes dans les lieux inoccupés sur réception de l'approbation écrite du responsable technique. L'entrepreneur doit s'assurer que ses employés comprennent les restrictions imposées par le le responsable technique relativement à l'utilisation de ces installations.
- .2 Lorsque les installations ne sont pas utilisées correctement, le droit conféré par la présente clause peut être retiré, auquel cas l'entrepreneur doit fournir et nettoyer soigneusement toutes les commodités et installations sanitaires réglementaires et nécessaires pour les travailleurs et autres personnes présentes légalement sur les lieux et les enlever une fois les travaux terminés.
- .3 Dans les lieux occupés, il incombe à l'entrepreneur de fournir toutes les commodités et installations sanitaires réglementaires et nécessaires, à moins que des dispositions préalables n'aient été prises avec l'occupant. Il est à noter que l'approbation de l'occupant n'est pas garantie et que, si elle est accordée, elle peut être retirée en tout temps par l'occupant. Des instructions et précautions particulières à observer lors de la prestation de services dans les lieux occupés se trouvent à l'appendice 2 – Exigences en matière de service à la clientèle.

10. Services existants

- .1 L'entrepreneur doit aviser le le responsable technique de tout raccordement, débranchement, de toute interférence ou autre modification nécessaire aux services existants.
- .2 Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur doit communiquer avec le le responsable technique relativement à l'emplacement des services existants. L'entrepreneur sera responsable de repérer tous les services existants.

- .3 L'entrepreneur doit aviser immédiatement le responsable technique en cas de dommage aux services d'eau, de gaz, de vapeur, d'air comprimé, d'électricité, de drainage, d'assainissement, de téléphone, d'alarme incendie, de câble de commande ou autres services dans le secteur. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide requise dans le cadre de ce type d'incident, mais autrement les travaux dans les environs doivent être arrêtés immédiatement et ne recommenceront pas sans que ne l'ordonne le responsable technique .
- .4 Si le service est indiqué sur les dessins ou dans la spécification, s'il est apparent sur les lieux ou s'il est indiqué par le fournisseur de services ou le responsable technique , l'entrepreneur est responsable des dommages et des coûts d'éventuelles réparations. Pour de plus amples renseignements concernant les interruptions de services publics, veuillez consulter la clause 11.0.
- .5 Lorsque l'entrepreneur découvre des services, dont les détails ne sont pas indiqués sur les dessins ou dans la spécification et qui ne sont pas apparents sur les lieux ou qui n'ont pas été soulignés, et que l'entrepreneur a effectué des opérations avec raisonnablement de soin, les coûts de la réintégration, du détournement ou autres travaux connexes seront payés à l'entrepreneur comme supplément à la commande subséquente. L'entrepreneur doit aviser le responsable technique et obtenir son accord avant de procéder aux travaux de remise en état.

11. Interruptions des services publics

- .1 L'entrepreneur doit aviser par écrit le responsable technique avant toute interruption ou fermeture proposée des services publics (eau, électricité, gaz), et l'avis doit indiquer la date et la durée prévue de l'arrêt. Aucun service public ne doit être coupé avant que le responsable technique n'ait donné son approbation écrite préalable, sauf dans les cas où la sécurité serait menacée. L'entrepreneur est responsable de toutes pertes ou dommages causés à la propriété ou aux biens par des interruptions non autorisées aux services publics.
- .2 L'entrepreneur doit fournir des services de chauffage et d'électricité d'appoint pour permettre aux occupants des ULR de faire fonctionner le matériel essentiel. L'entrepreneur doit également fournir de l'électricité aux unités de réfrigération et de congélation pendant les pannes de courant prolongées. L'entrepreneur doit fournir l'éclairage pendant les heures d'obscurité.

12. Protection du site

1. Généralités

- .1 L'entrepreneur doit garder et protéger les travaux et leur emplacement, de même que la commande subséquente, les spécifications, les plans, les dessins, les renseignements, les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers, qu'ils lui soient ou non fournis par le responsable technique , contre toute perte ou tout dommage, quelle qu'en soit la cause, et s'abstiendra de les utiliser ou de les

aliéner ou encore de les communiquer, le cas échéant, sans le consentement écrit du responsable technique, sauf dans la mesure où cette action est essentielle à l'exécution des travaux.

2. Responsabilité et protection de la végétation, du mobilier, des accessoires et des bâtiments

- .1 L'entrepreneur doit protéger la végétation en délimitant les zones de verdure ou en les couvrant pour éviter les dommages et pour laisser la végétation dans un état semblable à celui où elle se trouvait au début des travaux.
- .2 L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions possibles pour protéger l'ameublement intérieur et les accessoires des bâtiments. Des toiles de protection propres doivent être utilisées pour recouvrir les meubles et les tapis, et ces toiles doivent être lavées ou remplacées au besoin avant et pendant les travaux.
- .3 L'entrepreneur ne doit pas déplacer le mobilier pour exécuter les travaux. Si le logement n'est pas prêt en vue des travaux, l'entrepreneur doit en aviser le responsable technique.
- .4 L'entrepreneur sera responsable des bris et dommages matériels à la propriété du Canada qui peuvent survenir au cours des travaux et qui sont directement attribuables à toute action ou absence d'action appropriée de sa part.

3. Préservation des arbres et arbustes

- .1 L'entrepreneur ne doit pas détruire, enlever ni abattre d'arbres ou d'arbustes sur les terrains qu'il utilise ou occupe dans l'exécution des travaux sans l'approbation préalable du responsable technique. Dans des conditions de travail normales aux emplacements où des arbres, des arbustes, des pelouses ou des jardins sont touchés par les travaux, l'entrepreneur doit donner un avis au responsable technique.

4. Protection contre la poussière, les débris, l'eau, etc.

- .1 L'entrepreneur doit exécuter les travaux de manière à éviter le plus possible les dérangements pour les occupants. Les occupants et le contenu de l'espace occupé doivent être protégés contre des quantités déraisonnables de poussière, de saleté, de bruit ou autre perturbation. Le matériel installé doit être protégé contre les dommages causés par la poussière, la saleté, les impacts ou toute autre cause, et des mesures appropriées doivent être prises pour permettre une telle protection. Des écrans de poussière et d'arrosage doivent être utilisés pour réduire la poussière.

5. Conservation des sols

- .1 L'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'érosion des terrains qu'il utilise ou occupe dans l'exécution des travaux.

6. Contrôle du bruit

- .1 L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions possibles pour atténuer le bruit qui découle de toute activité liée aux travaux. Tout le matériel de construction doit être équipé d'atténuateur de bruit, sauf s'il est spécialement conçu pour fonctionner silencieusement.

7. Contrôle du site

- .1 Sauf disposition contraire dans la commande subséquente, la livraison des matériaux sur le site et dans l'espace pour l'entreposage de ces matériaux et pour les hangars, bureaux, ateliers et autres structures temporaires ne sera permise que conformément aux ententes conclues entre l'entrepreneur et le responsable technique et sous réserve des conditions que détermine le responsable technique.
- .2 Aucune nouvelle route ou piste ne doit être formée, aucune route existante ne doit être modifiée, aucun campement ne doit être érigé, aucun arbre ou arbuste ne doit être enlevé, aucune clôture, ligne d'eau, d'égout ou d'électricité ne doit être coupée et aucune autre mesure qui pourrait avoir des répercussions importantes sur l'environnement ne doit être prise sans l'autorisation préalable du responsable technique .
- .3 Les employés de l'entrepreneur, ou toute personne qui lui est associée, doivent stationner leur véhicule aux endroits approuvés par le responsable technique. Le stationnement sur les routes ou les voies d'accès doit être la norme là où les règlements municipaux le permettent. Il est interdit de stationner sur la pelouse. Se reporter à la clause 8 des présentes et à la clause 7.1.6 de l'appendice 2 – Exigences en matière de service à la clientèle.
- .4 Aucun feu ne doit être allumé sur le chantier.

8. Camionnage

- .1 Aucun véhicule motorisé ne doit quitter le chantier chargé de matériaux, à moins qu'il ne soit chargé de façon à éviter le déchargement ou la chute de matériaux de tout matériau sur le chantier.
- .2 L'entrepreneur doit s'assurer que les roues, les chenilles et la carrosserie de tous les engins de construction quittant le chantier sont exempts de boue.

9. Remise en état du site

- .1 L'entrepreneur doit maintenir le site des travaux et les zones adjacentes au site en aussi bon état qu'au début des travaux.
- .2 Toute perturbation des aires gazonnées doit être évitée le plus possible. Toutes les aires gazonnées perturbées doivent être remises dans un état aussi semblable que possible à leur état initial. Cela comprend le ratissage des aires gazonnées afin d'enlever tout le matériel qui les recouvre et de les remettre en bon état.

- .3 Pendant qu'une partie des travaux est en cours, toute la restauration du site doit être effectuée en même temps que l'avancement de cette partie des travaux. Les travaux de réfection des entrées de garage et des chaussées doivent être effectués à des intervalles d'au plus une (1) semaine.

10. Nettoyage

- .1 L'entrepreneur doit, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, enlever quotidiennement les ordures, les débris et les déchets entraînés par les travaux.
- .2 À la fin des travaux, l'entrepreneur doit nettoyer soigneusement le chantier.
- .3 Tous les déchets provenant de l'exécution des travaux (y compris les restes de nourriture et autres) doivent être enlevés des biens du Canada aux frais de l'entrepreneur.

13. Santé et sécurité au travail

1. Généralités

- .1 Tous les entrepreneurs doivent se conformer aux règlements provinciaux applicables et aux précautions connexes associées aux matières dangereuses et à la santé et à la sécurité ainsi qu'à l'appendice 3 – Exigences en matière de sécurité.
- .2 Tous les entrepreneurs qui travaillent sur ou dans des installations ou biens appartenant au gouvernement fédéral ou loués par celui-ci reconnaissent et acceptent la responsabilité de respecter les exigences et les normes de l'industrie applicables en matière de santé et sécurité. Les retards attribuables à des préoccupations ou à des problèmes de sécurité peuvent entraîner des mesures prises par le représentant du Canada pour non-conformité en vertu des Conditions générales 2005 (2017-06-21) – Offres à commandes – Biens ou services et 2035 (2018-06-21) Condition générales – besoins plus complexes de services. Tous les entrepreneurs doivent également suivre toutes les politiques et procédures locales (base ou escadre) en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le représentant du Canada se réserve le droit d'interrompre les travaux si, selon lui, il est déterminé que l'entrepreneur n'effectue pas les travaux de manière sécuritaire ou que ces derniers vont à l'encontre des prescriptions de la législation applicable en matière de sécurité.
- .4 En cas de différences ou de conflits entre les législations, règlements ou normes de sécurité qui s'appliquent aux travaux à effectuer, les dispositions les plus rigoureuses s'appliquent.

2. Exigences fondamentales

- .1 Après avoir signalé un danger, le représentant du Canada doit :

- .1 prendre des arrangements directement avec l'entrepreneur pour effectuer les modifications nécessaires et assurer la santé et la sécurité des personnes exposées ou pour protéger les biens.
- .2 Lorsque la situation n'est pas réglée à la satisfaction du représentant du Canada, les autorités provinciales, territoriales et fédérales compétentes peuvent intervenir afin de résoudre le problème.
- .3 Tous les entrepreneurs, à la discrétion du représentant du Canada, doivent tenir des séances ou des réunions (ou y assister) dans le but d'informer tous les intéressés des risques pour la santé et la sécurité sur le chantier.
- .4 Si les travaux comportent la production d'étincelles ou de chaleur par l'entrepreneur, celui-ci doit obtenir un permis de travail à chaud de l'autorité ayant compétence sur le chantier. Tous les frais associés au permis de travail à chaud seront remboursés « au prix coûtant » sans majoration à l'entrepreneur par le représentant du Canada comme prévu à l'annexe B Base de paiement.

3. Actes interdits

- .1 Il est interdit de fumer dans les bâtiments.
- .2 L'entrepreneur ne doit en aucun temps utiliser ou faire utiliser des explosifs sans l'approbation du responsable technique et doit s'assurer que les précautions appropriées sont prises à l'égard de ces explosifs ou équipements.
- .3 L'entrepreneur ne doit pas entreposer de matériaux, d'outils ou d'équipements dans les locaux du MDN sans obtenir au préalable l'autorisation écrite du responsable technique .

4. Matières dangereuses

- .1 L'entrepreneur est informé que, dans le cadre des travaux, il peut rencontrer des matières dangereuses. Voir l'appendice 3 – Exigences en matière de sécurité et l'appendice 1 – Glossaire pour obtenir des renseignements supplémentaires. Les déchets dangereux doivent faire l'objet d'un suivi et d'un rapport conformément à l'appendice 4 – Formulaire de déclaration des déchets.

5. Autres précautions à prendre lors de l'exécution des travaux

- .1 Sauf indication contraire dans la commande subséquente, l'entrepreneur doit observer, en l'absence de toute obligation légale prévoyant le contraire, la norme applicable en vigueur publiée par l'Association canadienne de normalisation relative à l'entreposage, au transport, à l'utilisation de matériaux, aux explosifs, aux précautions contre les incendies pour les travaux de découpage à l'arc ou d'oxycoupage, au chauffage à la flamme, aux opérations de soudage au gaz et à

l'arc, aux installations et au matériel, aux processus de travail et aux mesures de sécurité.

14. Gestion environnementale

1. Déversements

- .1 L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour s'assurer qu'il n'y a pas de déversement;
- .2 Si l'entrepreneur cause un déversement, intentionnel ou non, il doit arrêter les travaux et aviser immédiatement le responsable technique et les autres autorités compétentes;
- .3 Il doit prendre toutes les mesures raisonnables pour limiter les dommages environnementaux qui peuvent être causés par le déversement.

2. Élimination des ordures et des déchets désignés

- .1 L'élimination des déchets spécialement désignés (p. ex. les déchets dangereux) est de compétence provinciale et doit donc être effectuée conformément aux lois et règlements provinciaux applicables en matière de classification, de documentation, d'emballage, d'étiquetage et d'élimination de tels déchets. Le transport des déchets spécialement désignés doit être effectué conformément à la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* du gouvernement fédéral et/ou aux équivalents provinciaux. Les déchets dangereux doivent faire l'objet d'un suivi et être déclarés à l'appendice 4 – Formulaire de déclaration des déchets.

3. Site contaminé

- .1 Aux fins de la présente clause, un site est contaminé lorsqu'il y a présence d'une substance dans le sol ou la nappe phréatique dont la concentration dépasse les niveaux naturels et pose ou posera vraisemblablement un danger immédiat ou à long terme pour la santé humaine ou pour l'environnement, ou dépasse les niveaux stipulés dans les politiques et règlements. La définition ci-dessus ne comprend pas les sites qui sont simplement recouverts de débris inertes, ou qui ne sont que visuellement désagréables. De même, la chaleur, le bruit et les vibrations sont exclus en tant que « contaminants » aux fins de cette définition.
- .2 Si l'entrepreneur constate la présence d'un site contaminé caché ou qui n'a pas encore été répertorié ou documenté, par des preuves soit olfactives ou visuelles, il doit respecter les exigences décrites au point 13 ci-dessus.
- .3 Après examen des qualifications, des services supplémentaires peuvent être demandés à l'appui de l'assainissement des sites contaminés. Les travaux doivent être exécutés conformément à toutes les lois fédérales, provinciales, territoriales et municipales pertinentes et aux autres autorités compétentes.

- .4 Le représentant du Canada peut, en tout temps et à son gré, retenir les services d'experts et d'entrepreneurs spécialisés pour l'aider à déterminer l'existence et l'ampleur de la contamination du site ainsi que le traitement nécessaire, et l'entrepreneur devra, à la satisfaction du représentant du Canada, permettre à ces personnes l'accès au site et collaborer avec elles pour qu'elles puissent mener à bien leurs tâches et se conformer à leurs obligations.

4. Rapports environnementaux

- .1 L'ALFC se sert de l'appendice 4 – Formulaire de déclaration des déchets, pour recueillir des données auprès des entrepreneurs qui exécutent des travaux ayant des répercussions sur la quantité de déchets de construction et dangereux de l'ALFC ainsi que sur son suivi des stocks de matières dangereuses. S'il y a lieu, le responsable technique doit déterminer les sections pertinentes du formulaire pour les travaux assignés, et l'entrepreneur doit remplir le formulaire en conséquence. L'entrepreneur doit fournir des renseignements aussi exacts que possible.

15. Signalisation/Déclaration publique

- .1 L'entrepreneur ne doit pas, sans l'approbation écrite préalable du représentant du Canada installer ni permettre l'installation d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur le chantier, ni faire de déclaration publique sur l'objet des travaux ou sur l'offre à commandes.

16. Collaboration avec d'autres entrepreneurs

- .1 Lorsque, selon l'opinion du responsable technique, il est nécessaire que d'autres entrepreneurs ou travailleurs, avec ou sans outillage et matériaux, soient envoyés sur les travaux ou sur le chantier, l'entrepreneur devra, à la satisfaction du responsable technique, leur donner l'accès et coopérer avec eux pour qu'ils puissent s'acquitter de leurs tâches et obligations.

17. Coordination des corps de métier

- .1 À la discrétion du responsable technique, l'entrepreneur peut être tenu de coordonner les travaux des divers corps de métier au-delà de son offre à commandes pour assurer l'achèvement des travaux.
- .2 L'entrepreneur sera informé de la nécessité d'assurer la coordination pendant la commande subséquente au moyen de l'outil de coordination des divers corps de métier.
- .3 Ces travaux pourraient comprendre :
 - .1 Veiller à ce que les entrepreneurs connaissent la portée des travaux et autres détails comme les échéances;
 - .2 Gérer les phases séquentielles et simultanées des travaux;

- .3 Informer le responsable technique de l'avancement des travaux;
- .4 Signaler les entrepreneurs non conformes au responsable technique.

18. Compétence de l'entrepreneur

- .1 Tous les travaux doivent être exécutés de façon soignée et compétente par des gens de métier qualifiés et/ou des aides ou des apprentis supervisés sur place par des gens de métier qualifiés, utilisant des matériaux neufs de bonne qualité.

19. Essais et inspections

- .1 L'entrepreneur doit prendre des dispositions pour que tous les essais et inspections exigés par les lois et les règlements pertinents soient effectués par l'autorité compétente. Lorsque l'autorité compétente n'accepte pas les travaux, l'entrepreneur est responsable de tous les coûts engagés pour que les travaux soient acceptés.

20. Correspondance aux travaux existants

- .1 Dans les cas où la méthode de raccorder les ouvrages existants et nouveaux n'est pas indiquée, le découpage et le raccordement doivent être effectués d'une manière approuvée par le responsable technique, et les ouvrages doivent être remis en état par tous les corps de métier pour correspondre aux ouvrages existants adjacents.

21. Mesure des travaux

- .1 Sauf indication contraire dans la commande subséquente, toutes les mesures des travaux doivent être conformes aux plus récentes éditions, modifications et suppléments à la norme CAN/CSA-Z234.1-00 du Guide de familiarisation au système métrique de l'Association canadienne de normalisation.

22. Acceptation des travaux

- .1 L'entrepreneur doit démontrer, à la satisfaction du responsable technique, que l'équipement a été installé selon les recommandations du fabricant et qu'il fonctionne correctement une fois installé, et que les travaux ont été exécutés conformément aux exigences législatives provinciales et fédérales et aux normes de l'industrie. Si, dans le cadre des travaux, un élément n'a pas été installé ou ne fonctionne pas correctement, l'entrepreneur est responsable des coûts engagés pendant cette période pour que cet élément fonctionne correctement.
- .2 Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur doit remettre au le responsable technique tous les diagrammes, les plans, l'équipement, les manuels d'utilisation et d'entretien et les accessoires dans un format clair et lisible, y compris les clés clairement identifiées.

23. Dispositions relatives à la garantie

- .1 Les éléments installés par l'entrepreneur dans le cadre de la commande subséquente doivent être garantis exempts de vices de matériaux, de conception et d'exécution pour une période d'un (1) an. Le coût total de toutes les réparations sous garantie, y compris les frais liés à la main-d'œuvre, aux matériaux, à l'outillage, aux déplacements et à l'hébergement, incombera à l'entrepreneur.
- .2 Pour les éléments qui demeurent sous garantie du fabricant pendant plus d'un (1) an, l'entrepreneur sera indemnisé au cas par cas pour les frais liés à la main-d'œuvre, aux matériaux, à l'outillage, aux déplacements et à l'hébergement.

24. Exécution des travaux

.1 L'entrepreneur doit :

- .1 permettre au représentant du Canada d'accéder aux travaux et au chantier en tout temps pendant l'exécution d'une commande subséquente;
- .2 fournir au représentant du Canada les renseignements qu'il demande au sujet de l'exécution de la commande subséquente;
- .3 fournir au représentant du Canada toute l'aide possible pour permettre l'exécution des travaux dans le cadre de l'OC et de la commande subséquente.

.2 Surintendant de l'entrepreneur

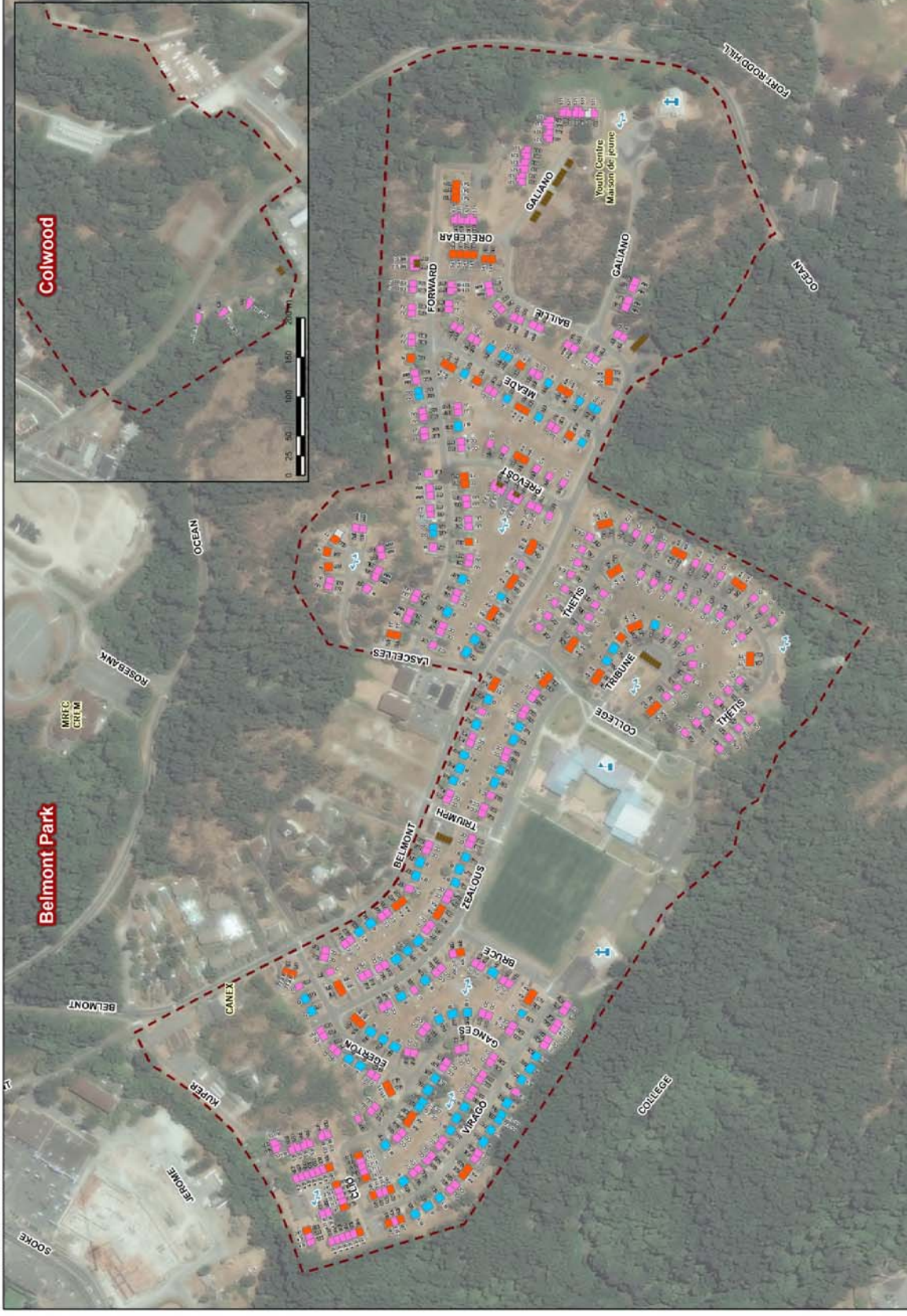
- .1 L'entrepreneur, sans délai après l'OC, doit désigner un surintendant. Le surintendant est une fonction administrative possédant des connaissances et de l'expérience et qui assurera la liaison entre tout le personnel de service effectuant les travaux et le responsable technique. En cas d'urgence, le surintendant sera contacté et un plan d'action sera discuté et mis en œuvre afin d'atténuer tout impact potentiel sur les opérations de l'ALFC.
- .2 Un surintendant désigné en vertu du point 24.2.1 aura l'entière responsabilité des activités de l'entrepreneur relatives à l'exécution des travaux, et il sera autorisé à recevoir au nom de l'entrepreneur tout avis, consentement, ordre, directive, décision ou autre communication pouvant être donné au surintendant en vertu de l'OC ou de commandes subséquentes.
- .3 À la demande du représentant du Canada, l'entrepreneur retirera du chantier tout surintendant qui, de l'avis dudit représentant, est incompetent ou s'est mal conduit, et désignera sans délai un autre surintendant que le représentant du Canada juge admissible.


25. Inspections et rapports

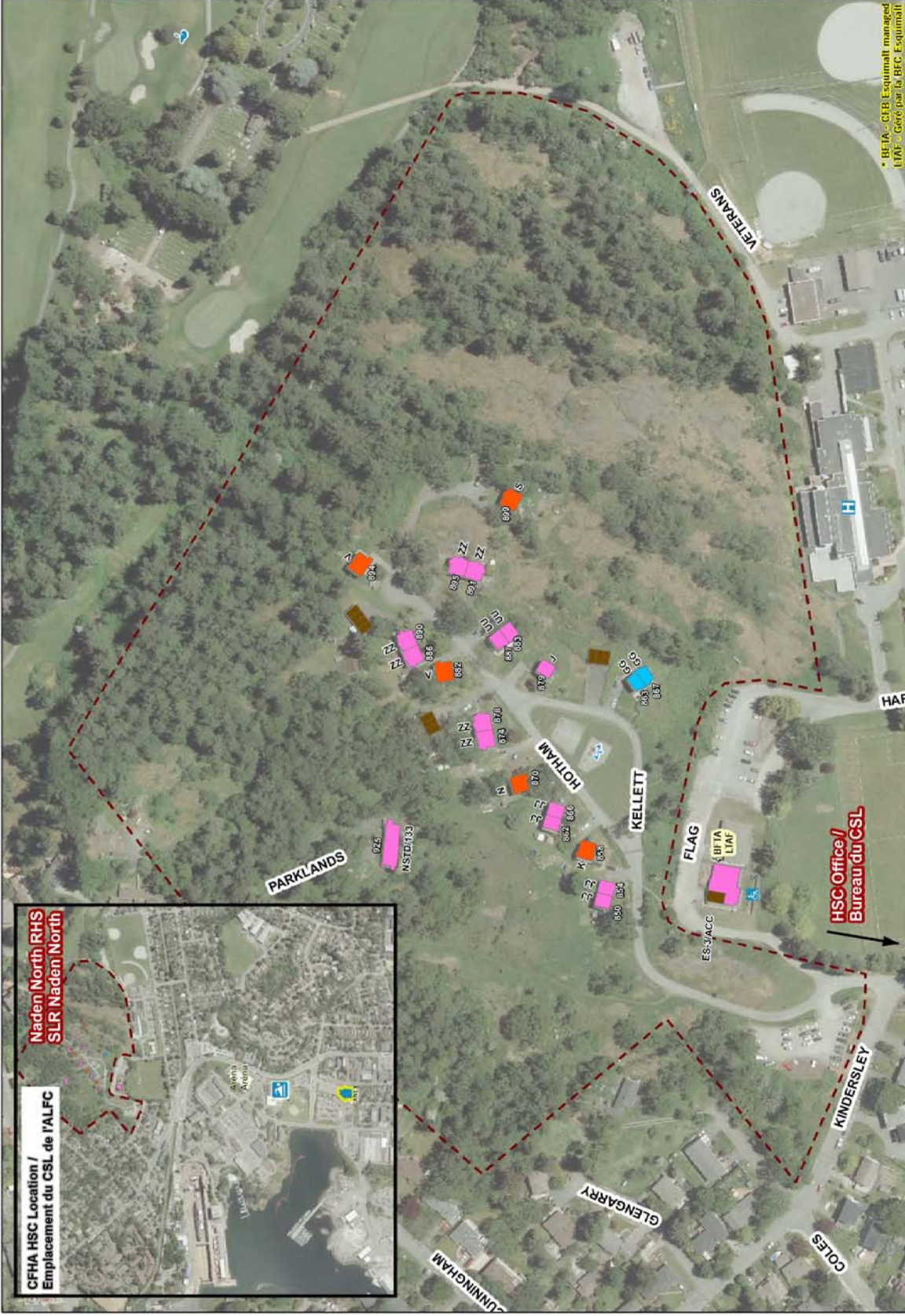
- .1 À la discrétion du responsable technique, l'entrepreneur peut être tenu d'évaluer, d'analyser et de communiquer un problème et sa résolution.
- .2 L'entrepreneur doit prendre des mesures pour résoudre le problème sur place, si possible. Les outils, l'équipement et le matériel de base associés à la nature du problème qui leur sont communiqués par le responsable technique devraient être facilement accessibles.
- .3 Les conditions suivantes s'appliquent :
 - .1 L'entrepreneur doit déterminer la nature du problème et sa résolution, et faire rapport à ce sujet.
 - .2 L'entrepreneur doit produire un rapport écrit qui comprend une description du problème, sa résolution, les codes requis liés à la liste des taux unitaires, l'unité de mesure, la quantité et l'emplacement. Les rapports écrits à la main ou dactylographiés sont des formes acceptables de déclaration.
 - .3 L'entrepreneur doit déterminer si le problème peut être résolu sur place.
 - (a) Si le problème peut être résolu sur place :
 - (i) L'entrepreneur doit appeler le responsable technique pour obtenir la permission de procéder.
 - (ii) La permission peut entraîner une modification de la commande subséquente conformément au paragraphe 8.1.3 des Clauses du contrat subséquent.
 - (iii) L'entrepreneur sera payé pour les frais originaux d'inspections et de rapports ainsi que pour les travaux supplémentaires indiqués dans la modification de la commande subséquente.
 - (b) Si le problème ne peut être résolu sur place :
 - (i) Commandes subséquentes de priorité 1 ou 2 : L'entrepreneur doit appeler le responsable technique, sur place, pour l'informer que le problème ne peut être résolu.
 - (ii) L'entrepreneur sera payé pour les frais d'inspections et de rapports.
- .4 L'entrepreneur doit présenter le rapport dans le délai de priorité précisé dans la commande subséquente.

26. Communication

- .1 Les commandes subséquentes seront passées et communiquées à l'entrepreneur selon les besoins. Les entrepreneurs recueilleront et recevront les commandes subséquentes selon les méthodes propres à chaque site qui seront établies au cours de la réunion préparatoire au lancement et qui peuvent comprendre la cueillette en personne, la notification par téléphone, la télécopie ou le courriel.
- .2 L'entrepreneur doit avoir au moins les capacités de communication suivantes pour que les demandes de travaux puissent être faites :
 - .1 pendant les heures normales de travail – pour tous les corps de métier : présence constante au téléphone, y compris sur téléphone cellulaire ou communication par courriel;
 - .2 en dehors des heures normales de travail – pour les corps de métier qui ne sont pas tenus d'avoir une capacité d'intervention d'urgence : service de réponse téléphonique capable d'enregistrer des messages ou communication par courriel;
 - .3 en dehors des heures normales de travail – pour les corps de métier tenus d'avoir une capacité d'intervention d'urgence : présence constante au téléphone, y compris sur cellulaire, par courriel ou autrement.
- .3 L'entrepreneur doit tenir le responsable technique au courant des numéros de téléphone des services d'urgence où l'on peut joindre son entreprise pendant les heures normales de travail et en dehors des heures normales de travail.





CFB / BFC Esquimalt Belmont Park & Colwood		CFHA Residential Housing Site Secteur de logement résidentiel de l'ALFC	
Legend / Légende SS Housing Style / Style d'habitation Church / Église Playground / Terrain de jeu School / École Residential Housing Site / Secteur de logement résidentiel Garage / Garage		No. of Bedrooms / Nbre. de chambres (Belmont Park only / seulement) 2 bedrooms / chambres (77) 3 bedrooms / chambres (287) 4 bedrooms / chambres (90)	
Total RHUs in / Total ULR à Esquimalt: 708* Belmont Park: 451 Dockyard: 7 Signal Hill: 20 Royal Roads: 20 Naden North: 22 Work Point: 168 Total garages in / Total garages à Esquimalt: 71 Belmont Park: 38 Dockyard: 6 Rocky Point: 4 Naden North: 9 Work Point: 0 *Excludes emergency housing and storage space *Exclut les logements d'urgence et les emplacements de stockage		Number of Heritage Units / Nombre d'unités patrimoniales: 3	
Housing Site Location Emplacement du secteur d'habitation This map is not a legal survey document and should be used for presentational purposes only. Cette carte n'est pas un document d'arpentage légal et ne devrait être utilisée que pour un but de représentation.			



CFB / BFC Esquimalt	
Naden North	
CFHA Residential Housing Site	
Secteur de logement résidentiel de l'ALFC	
Legend / Légende SS Housing Style / Style d'habitation Golf Course / Terrain de golf Hospital / Hôpital Playground / Terrain de jeu Fully Barrier Free Access Unit / Logement entièrement accessible Swimming Pool / Piscine Housing Service Centre / Centre de services de logement Residential Housing Site / Secteur de logement résidentiel Garage / Garage	
No. of Bedrooms / Nbre. de chambres (Naden North only / seulement) 2 bedrooms / chambres (2) 3 bedrooms / chambres (15) 4 bedrooms / chambres (5)	
Total RHUs in / Total ULR à Esquimalt: 708* Naden North: 22 Belmont Park: 451 Rocky Point: 17 Signal Hill: 20 Hook Point: 168	
Total garages in / Total garages à Esquimalt: 71 Naden North: 11 Belmont Park: 38 Rocky Point: 9 Signal Hill: 6 Hook Point: 0 * Excludes emergency houses and storage space ** Excluant les logements d'urgence et les emplacements d'entreposage	
Number of Heritage Units / Nombre d'unités patrimoniales: 3	
Housing Site Location Emplacement du secteur d'habitation This map is not a legal survey document and should be used for general information only. Cette carte n'est pas un document d'enquête légale et ne devrait être utilisée que pour l'information.	



CFB / BFC Esquimalt Royal Roads & Rocky Point	
CFHA Residential Housing Site Secteur de logement résidentiel de l'ALFC	
Legend / Légende SS Housing Style / Style d'habitation 4+ Playground / Terrain de jeu Residential Housing Site / Secteur de logement résidentiel Garage / Garage	
No. of Bedrooms / Nbre. de chambres (Royal Roads and / et Rocky Point only / seulement) 2 bedrooms / chambres (11) 3 bedrooms / chambres (21) 4 bedrooms / chambres (5)	
Total RHUs in / Total ULR à Esquimalt: 708* Royal Roads: 20 Dockyard: 7 Belmont Park: 461 Naden North: 22 Work Point: 168	
Total garages in / Total garages à Esquimalt: 71 Royal Roads: 0 Dockyard: 6 Belmont Park: 38 Naden North: 11 Work Point: 0	
* Calculated emergency housing and storage space Calculé les logements d'urgence et les emplacements d'entreposage	
Number of Heritage Units / Nombre d'unités patrimoniales: 3	
 	
Housing Site Location Emplacement du secteur d'habitation This map is not a legal survey document and should be used for presentational purposes only. Cette carte n'est pas un document d'enquête légale et ne devrait être utilisée que pour un but de représentation.	



Produced in April 2019
By CFHA - ITS /
Produit en avril 2019
Par l'ALFC - IST

Projection : NAD 1983, Universal Transverse Mercator, zone 10
NAD 1983, Mercator transverse universelle, zone 10

Data sources:
Sources de données
DMTI (Canada)
Department of National Defence
- CFHA Unit Information as of April 2, 2019
Renseignements sur les unités militaires
- CFHA Unit Information as of April 2, 2019
Renseignements sur les unités militaires
Date non disponible

Housing Site Location
Emplacement du secteur d'habitation

This map is not a legal survey document and should be used for presentation purposes only.
Cette carte n'est pas un document d'enquête légale et ne devrait être utilisée que pour fins de présentation.



Number of Heritage Units /
Nombre d'unités patrimoniales: 3

Total RHUs in / Total ULR à
Esquimalt: 708*

Work Point: 168
Signal Hill: 20
Royal Roads: 20
Cowood: 3
Naden North: 22

Total garages in / Total garages à
Esquimalt: 71

Work Point: 0
Signal Hill: 4
Royal Roads: 0
Cowood: 3
Naden North: 11

* Excludes emergency houses and storage space
Excluant les logements d'urgence et les emplacements d'entreposage

No. of Bedrooms / Nbre. de chambres
(Work Point only / seulement)

2 bedrooms / chambres (47)
3 bedrooms / chambres (93)
4 bedrooms / chambres (28)

Legend / Légende

SS Housing Style / Style d'habitation
Playground / Terrain de jeu
School / École
Residential Housing Site / Secteur de logement résidentiel

CFHA Residential Housing Site
Secteur de logement résidentiel de l'ALFC

CFB / BFC Esquimalt
Work Point

